

L'ÉCHO DU KÉPI

Bulletin d'information de l'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie



www.aamfg.fr



LES
DÉPLACEMENTS
DE L'AAMFG

LA GENDARMERIE
SE RÉORGANISE



FERMETURE
ET OUVERTURE
DE BRIGADE
DE GENDARMERIE



DOSSIER SPECIAL

• Région : l'Alsace
et la Lorraine

Retrouvez-nous sur
twitter.com/aamfg



Retrouvez-nous sur
www.facebook.com/AAMFG.fr



Dossier Spécial : Région Alsace et Lorraine

■ **Nous contacter :**
nos bureaux,
nos adresses...

23



■ ÉDITO de la Présidente	3
■ Casernes pas tous logés à la même enseigne !	4
■ Les déplacements de l'AAMFG	8
Région Alsace	8
Région Lorraine	16
■ La gendarmerie se réorganise et ferme des brigades	24
■ Actu Gendarmerie internet	38
■ Portrait de François le Dortz	44
■ Deux gendarmes décorés	45
■ Bruno L'Her, gendarme le jour, écrivain la nuit	47

■ Notre BULLETIN D'ADHÉSION.....48

ECHO
du Képi
Semestriel Edition 2015
Revue Officielle
de
L'ASSOCIATION D'AIDE AUX
MEMBRES ET FAMILLES DE
LA GENDARMERIE
siège social : Rue du Puy du Goth
23210 BENEVENT-L'ABBAYE
www.aamfg.fr

Régie exclusive
SAP Service Administratif Publicitaire
565, Avenue du Prado 13008 Marseille
Tél : 04 91 57 37 68 / Fax : 04 91 57 37 69
Tél : 0800 746 583 / Fax : 0800 746 543
Mail : secretariat@sap-editions.fr
N° de tva intracom. : FR31 797 511 276 00017

Impression
MEDIA PRINT

ZAC St Martin 23, rue Benjamin Franklin
84120 PERTUIS
Tél. 04 90 68 65 56 | 04 86 85 51 24

Crédits photos :
Ch. Dubois, Florian Leroy, Ch.M. Absolut-vision, All free, DR.
Toute erreur ou omission, étant involontaire, ne peut engager
la responsabilité de SAP

Retrouvez-nous sur
twitter.com/aamfg

Retrouvez-nous sur
www.facebook.com/AAMFG.fr

AAMFG

ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE
siège social : Rue du Puy du Goth - 23210 BENEVENT-L'ABBAYE

NOUVEAU SITE

Encore plus d'actualités

Vous appréciez l'Écho du Képi ?

Vous souhaitez réagir à un article ?

Echanger, discuter, nous faire part
de vos envies et besoins ?

Alors connectez-vous sur www.aamfg.fr
et cliquez sur [Devenir Membre].

Ensuite il vous suffit de remplir le formulaire
et vous disposerez de toutes les fonctionnalités du site.



Flashez ce QR code
et retrouvez-nous sur

facebook

www.facebook.com/AAMFG.fr



Flashez ce QR code
et retrouvez-nous sur

twitter

twitter.com/aamfg

L'ÉCHO DU KÉPI



The screenshot shows the homepage of the AAMFG website. At the top, there is a navigation menu with links for 'Accueil', 'Actualités', 'Communiqué', 'Photos', 'Vidéos', 'Site & Site', 'Site Justice', and 'Site Régions Régions'. The main header features the AAMFG logo and the text 'Association d'Aide aux Membres & Familles de la Gendarmerie'. Below this, a banner reads 'Bienvenue sur le site de l'AAMFG'. The main content area is divided into sections: 'ECHO L'ÉCHO DU KÉPI' with a 'DECOUVRIRE NOTRE REVUE D'INFORMATION' button; 'COMMUNIQUÉS' with a date of 'Le 7 mars 2014' and a title 'Assemblée Générale de l'AAMFG du 7 au 9 mars 2014 à BENEVENT 2014'; and 'DERNIÈRES NEWS' with a date of 'Le 29 mars 2014' and a title 'Thème : la gendarmerie dispose d'un véhicule avec un radar embarqué'. There are also social media icons for Facebook and Twitter.

www.aamfg.fr



Même si l'AAMFG est à l'écoute, et même si elle suit attentivement l'évolution et les pérégrinations entourant les différents avancées sociétales, notamment la naissance des associations professionnelles militaires, et les différents rebondissements qui s'y rattachent, l'AAMFG est avant tout, une association de terrain, et elle continue à s'investir dans l'action.

C'est ainsi que le logement et le cadre de vie dans lesquels évoluent et vivent les militaires de la gendarmerie et leur famille ont toujours été au cœur des préoccupations de l'association.

Dans notre dernier Édito, j'indiquais que l'AAMFG avait, à maintes reprises, interpellé le gouvernement sur ce sujet en soulignant son caractère d'urgence tout en rappelant les incidences et les répercussions que pouvaient avoir de mauvaises conditions de vie ou d'hébergement sur le moral des militaires, et des conséquences quelles pouvaient avoir sur leur famille.

Des efforts semblaient être réalisés dans ce sens, mais dérisoires à ce que peuvent vivre certaines familles et certains militaires. En effet, le parc domanial a atteint aujourd'hui un niveau de vétusté qui marque un décalage flagrant avec le parc des collectivités locales ou le parc locatif hors caserne.

Dans certaines casernes les conditions de vétusté, d'insalubrité et d'humidité sont telles qu'elles pèsent lourdement sur les conditions de travail et la qualité de vie des militaires de la gendarmerie et de leur famille.

Aussi, l'association a-t-elle décidé d'agir, et c'est ainsi qu'un déplacement a été organisé pour aller se rendre compte sur place de la réalité du terrain.

Notre dernier déplacement nous a emmené dans la région d'Alsace-Lorraine. A l'occasion de la visite des unités et des casernements, nous avons connu le pire et le meilleur.



Nous avons connu des casernements neufs, mais aussi des casernements à la limite de l'insalubrité avec des militaires vivant dans un grand mal-être, alors même que certains services compétents semblaient être informés, mais présentant toujours de bonnes raisons pour ne pas agir.

Un grand merci à toutes les personnes ayant permis à ce que ce déplacement soit une grande réussite, les personnes d'abord qui ont préparé ce déplacement, les personnes qui ont accepté de nous recevoir et qui ont facilité notre accueil, les personnes qui nous ont reçue, et enfin les personnes, qui bénévoles, ont pris de leur temps pour réaliser ce déplacement.

Beaucoup de fatigue, mais quel réconfort d'avoir pu porter assistance à des personnes véritablement en détresse et qui ont pu voir la fin d'une période difficile grâce à notre déplacement.

Nous sommes donc encore bien loin de pouvoir rétablir l'équité des conditions de vie et de travail entre les gendarmes, mais quel bonheur d'avoir pu apporter un peu de réconfort aux militaires et à leur famille rencontrés à l'occasion de ce déplacement en Alsace Lorraine.

Au-delà des avancées dans de nombreux domaines, de la feuille de route du Général Favier, au droit aux groupements professionnels, avancées qui retiennent toute notre attention, l'AAMFG se veut une force d'action et de proposition, et veut remplir pleinement son rôle de sentinelle, principal objectif à la formation et à la fondation de notre association.

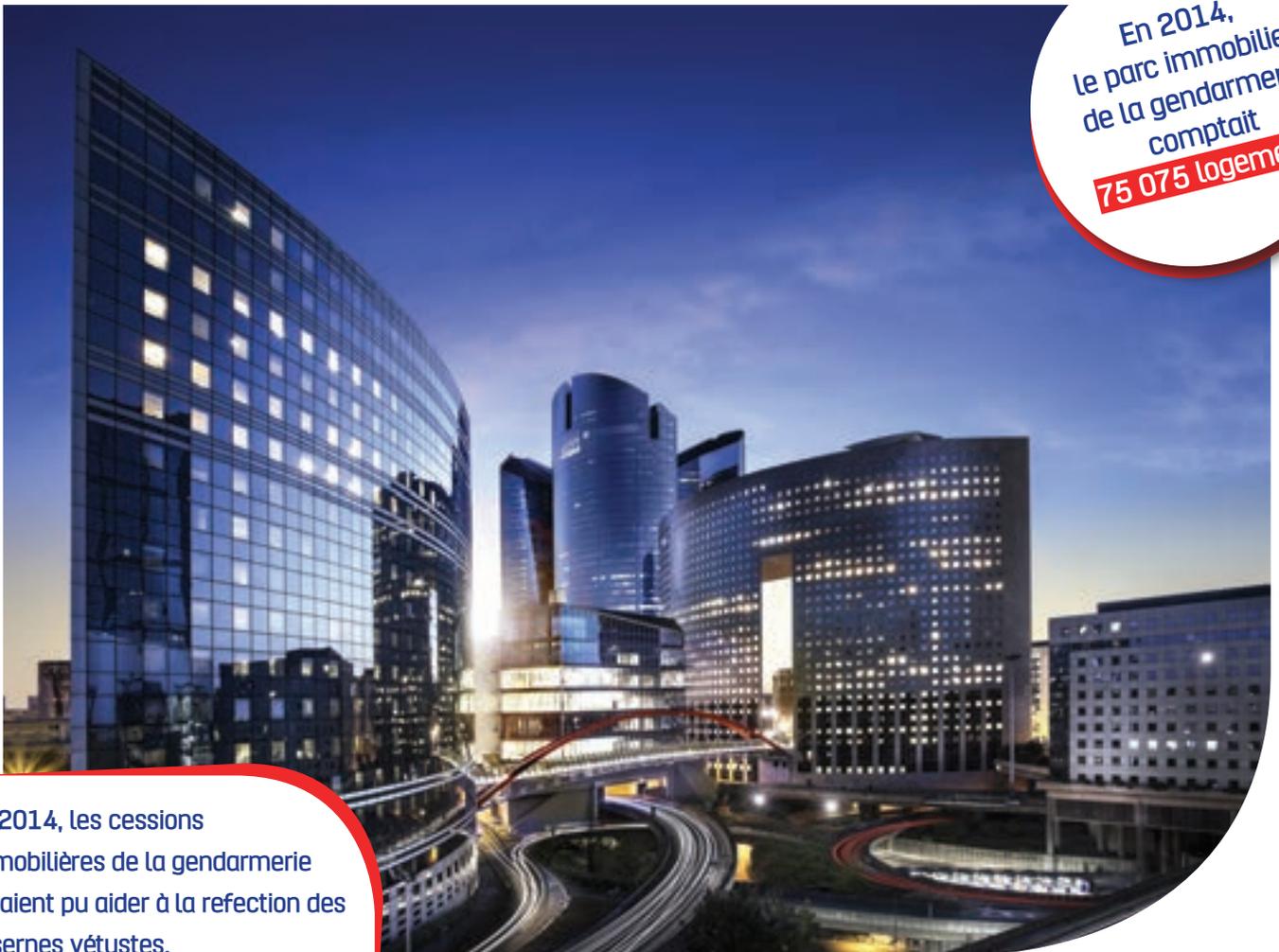
Mme NOEL, Présidente de l'association.



CASERNES

PAS TOUS LOGÉS à la même enseigne !

En 2014,
le parc immobilier
de la gendarmerie
comptait
75 075 logements



En 2014, les cessions immobilières de la gendarmerie auraient pu aider à la refecton des casernes vétustes.

Toutefois, le gouvernement a décidé de ne reverser à la gendarmerie que 50% de ces ventes.



**Bâtiments de plus en plus vétustes,
logements hors des normes de sécurité, diminution du budget immobilier...
Le constat est accablant, mais la réalité est là.
Par ses manquements, l'État met peu à peu en danger les gendarmes
et leurs familles, et creuse des injustices flagrantes
au sein d'une corporation qui le sert et le représente.**

En 2014, le parc immobilier de la gendarmerie comptait 75 077 logements répartis au sein de 3 888 casernes domaniales et locatives (86,9 % du parc), d'ensembles immobiliers locatifs (1,88 %) et de prises à bail individuelles (11,2 %). Sur les 65 254 logements en caserne, 31 239 (41,6 %) appartenaient à l'État et relevaient donc du domanial ; 34 015 (45,3 %) étaient propriétés de partenaires privées ou de collectivités (mairies ou départements), auxquels la gendarmerie versait un loyer (1).

” Selon le rapport des sénateurs {...}

de novembre 2012 {...}

l'une des sources majeures

de préoccupation dans la

gendarmerie concerne le

volet immobilier.

Selon le rapport des sénateurs Gérard Larcher et Michel Boutant de novembre 2012 portant sur le projet de loi de finances 2013, l'une des sources majeures de préoccupation dans la gendarmerie concerne le volet immobilier. Pourtant, ce document officiel rappelle que « le logement est un élément fondamental dans le fonctionnement de la gendarmerie comme dans la vie des militaires de la gendarmerie et leurs familles. [...] Si des efforts ont été réalisés par les collectivités locales en faveur du parc locatif, l'état du parc domanial n'a cessé de se dégrader ces dernières années, faute d'investissement suffisant de la part de l'État. ». Malheureusement, depuis 2012, ce constat n'a guère évolué de façon significative. Nous pouvons actuellement constater que la dégradation se poursuit malgré les efforts de l'État pour la ralentir. L'État, conscient de la gravité de la situation relayée par les députés et sénateurs, a finalement, décidé d'octroyer une enveloppe de 70 millions d'euros par an dans le cadre d'un plan triennal (2015-2017) afin d'aider à la réhabilitation des casernes les plus vétustes. Mais nous sommes encore loin du compte... Pour le même poste de dépenses, la DGGN estime un besoin de 200 Millions par an soit quasiment 3 fois plus que l'effort consenti par l'État. De même, les crédits pour l'entretien courant qui permettent de ralentir la déliquescence de ces casernes se voient ampu-

tés de 12 millions d'euros (35 millions pour 2015 contre 47,2 millions en 2014 en autorisations d'engagement) alors que la Gendarmerie aurait besoin d'un flux annuel de 100 millions pour entretenir correctement ses biens immobiliers. Où est la logique sociale du gouvernement lorsqu'il est incapable de trouver une solution urgente et pérenne à cette tragique problématique immobilière et que, parallèlement, il offre aux mal-logés une loi Duflot protectrice et bienveillante. Nous arrivons alors à un paradoxe social qui nourrit, chaque jour, l'amertume des gendarmes et de leur famille. Une citation de William Shakespeare illustre parfaitement le ressenti des familles : "Il m'est plus aisé d'apprendre à vingt personnes ce qu'il est bon de faire, que d'être l'une des vingt à suivre mes propres leçons".

Une vétusté qui s'amplifie

En moyenne, la durée de vie d'une caserne est de 30 ans. Or, l'âge moyen des casernes françaises est de 39 ans, et environ 70 % des casernes ont plus de 25 ans. Selon le rapport des sénateurs, « une centaine de casernes domaniales exigeraient des interventions urgentes, dont des mises aux normes en matière de sécurité (électricité, incendie, ascenseurs, etc.). » Le problème de la vétusté concerne en particulier les casernes qui relèvent des domaines. Parfois, l'état de dégradation est tel qu'il est préférable, pour des raisons de coût, de sécurité, et de santé des occupants, de détruire le bâtiment et d'en reconstruire un. Une des solutions consistent à vendre certaines casernes. La Gendarmerie n'a d'ailleurs pas attendu pour vendre certains de ces biens immobiliers. Ils représentent une ressource non négligeable pour compenser la baisse du budget alloué à la Gendarmerie notamment pour l'immobilier. Cependant, là aussi, le constat est amer! Depuis le rattachement de la Gendarmerie au Ministère de l'Intérieur, le produit de la vente de ces biens ne revient plus en totalité à cette dernière. En effet, le montant des cessions est diminué d'un pourcentage qui évolue chaque année au profit du désendettement de l'État et de 20 % destinés au soutien de l'État à d'autres ministères. Ainsi, le retour des cessions au profit de la gendarmerie n'a été que de 50 % en 2014. Et il risque de diminuer davantage dans les années à venir.



Un parc immobilier domanial sacrifié

Le parc immobilier de la Gendarmerie est constitué de 41,6% de casernes domaniales et de 45,3% de casernes locatives. Les loyers des casernes locatives, livrées sous le dispositif de BEA (bail emphytéotique administratif) ou dans le cadre du décret du 28 janvier 1993 représentent un poste de dépenses obligatoires et graduelles dans le budget de la Gendarmerie. Dans un contexte où les dotations allouées à la Gendarmerie



“Il m’est plus aisé d’apprendre à vingt personnes ce qu’il est bon de faire, que d’être l’une des vingt à suivre mes propres leçons”.

ne sont pas suffisantes face aux besoins, la DGGN a dû, depuis la RGPP, opérer des arbitrages au détriment des autres postes de dépenses de l’immobilier. Les postes de maintenance lourde et d’entretien courant ont été utilisés comme variables d’ajustement, afin de préserver l’opérationnel et de s’acquitter de ces loyers. S’ensuit alors un cercle vicieux : plus on délaisse le parc bâti domanial, plus il se dégrade. Au fil des années, la facture de rénovation grandit, le gouffre financier s’étire. Selon la Cour des comptes, si l’on estime à trente ans la durée de vie moyenne d’une caserne n’ayant pas bénéficié d’une maintenance conforme aux standards du marché, la gendarmerie devrait consacrer annuellement 160 millions d’euros à la construction domaniale. Or, depuis 2010, seulement 100 millions d’euros en moyenne par an y ont été consacrés (pour comparaison: 208 millions en 2008). Le rapport de 68 pages du député Daniel Boisserie appuie cette thèse : « les gendarmeries ont été abandonnées depuis des années. Les bureaux, les logements sont parfois à la limite de l’insalubrité. Aucune isolation thermique, aucune isolation phonique, des installations électriques obsolètes... Parfois ce sont les gendarmes eux-mêmes qui font ou financent les travaux. »



Un peu mieux pour le locatif

Du côté du locatif, le constat est un peu moins alarmant. Ces dernières années, les mairies comme les Départements ont érigé de nouvelles casernes ou en ont rénovées (entre 400 et 500 mises en chantier cumulées entre 2010 et 2014, contre moins de 50 pour les domaines). Pour autant, le montant des subventions versées par l’État aux collectivités territoriales propriétaires des casernes diminue d’année en année. Cette baisse des dotations publiques entraîne forcément des choix de la part des élus. Or, rénover une caserne de gendarmerie reste bien moins populaire que de construire une piscine, un centre culturel ou une médiathèque. A l’heure actuelle, bon nombre de projets sont suspendus, voire même abandonnés. Certains maires considèrent que l’entretien et la rénovation des bâtiments de gendarmerie devraient être assurés par l’État lui-même. D’autres, au contraire, se battent pour conserver l’un des derniers services publics de la



commune. C’est le cas dans les zones rurales gagnée peu à peu par la délinquance (violences, agressions, trafic, etc.). Il faut espérer que la prolongation jusqu’en 2017, du dispositif instauré par le décret du 28 janvier 1993, incite les collectivités territoriales à investir de nouveau dans des casernes de Gendarmerie. Cette prolongation, votée par l’Assemblée nationale lors de l’examen de la loi de finances initiale pour 2015, permet aux collectivités territoriales, d’acquérir ou de rénover un immeuble, pour le mettre à disposition de l’État, en échange d’une subvention et du versement d’un loyer annuel. Ce loyer, calculé conformément à la circulaire du Premier ministre du 28 janvier 1993, s’élève à 6 % du coût-plafond. Invariable pendant neuf ans, il est ensuite revalorisé tous les trois ans en fonction de la valeur locative réelle des locaux estimée par le service local de France Domaine. Même si la grande majorité des collectivités territoriales s’investissent réellement pour leurs brigades ou leurs casernes, il faut toutefois tempérer ce bilan. Certaines brigades sont malheureusement aussi vétustes ou insalubres que certaines casernes domaniales car délaissées depuis des décennies par leur propriétaire. Pourtant, la Gendarmerie a toujours honoré ses obligations en tant que locataire en versant consciencieusement les loyers. Que dire alors



des obligations des propriétaires ? Rappelons simplement que la première de ces obligations est de remettre au locataire un logement décent, c'est-à-dire ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation. Cette obligation s'applique aux locations en cours ou à venir, de logements loués vides, mais également meublés, à titre de résidence principale (décret du 30 janvier 2002 (JO du 31.1.02). Ces mêmes logements, dans le privé, auraient déjà fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril. Forte de ce constat, la gendarmerie avait et a toujours la possibilité de stopper le versement des loyers et d'imposer le relogement de ces familles.

Des injustices flagrantes

Il en résulte de fortes inégalités professionnelles entre militaires, et un sentiment de profonde injustice au sein d'un corps qui représente et sert l'État. La concession du logement par nécessité absolue de service (NAS) est une caractéristique propre à la Gendarmerie car elle sert les intérêts de l'État qui a récemment réaffirmé son maintien. Mais elle est devenue un critère flagrant d'iniquité. Au moment des mutations, la direction joue, malgré elle, à la roulette russe avec les familles. Parfois, on a la chance de tomber dans un lieu de travail et d'habitation très enviable, parfois c'est le contraire. Pour les gendarmes et leurs familles, cette situation est devenue inacceptable.



La carrière militaire impose aux conjoints et aux enfants la vie en caserne et la mobilité. Mais aucun gendarme n'a signé pour faire vivre sa famille dans un logement avec un chauffage et un système électrique d'un autre temps qui mettent en péril la sécurité et le bien-être de ses occupants, des infiltrations qui détériorent les murs, des problèmes d'humidité qui fragilisent leur santé, des huisseries qui n'en sont plus vraiment, des balcons inutilisables car trop dangereux, etc... Pourtant cette énumération est le lot quotidien de centaines de familles et devient un élément de stress et de démo-

tivation pour les gendarmes qui le font indirectement subir à leur famille. Là où certains voient le logement par NAS comme un privilège, d'autres le vivent comme un sacerdoce. « Il apparaît indispensable d'engager un vaste plan de rénovation de l'immobilier de la gendarmerie afin d'offrir de meilleures conditions de vie aux militaires de la gendarmerie et à leur famille, et garantir ainsi le maintien du statut de militaire de la gendarmerie », soumet le rapport Larcher et Boutant.



Une réorganisation urgente

Selon le parlementaire Boisserie, « la gendarmerie doit se réorganiser. Les pelotons spéciaux d'intervention sont parfois à plus d'une heure d'un lieu d'intervention, c'est invraisemblable ! Il faudrait effacer les limites départementales. Certaines sont absurdes. » L'écu milite en faveur de la fermeture de casernes sous-dotées pour concentrer les effectifs au niveau de la communauté de brigade. « L'état du parc immobilier devrait être un critère décisif pour accélérer ces fermetures. [...] Mais la rationalisation passe également par un effort particulier de diminution des coûts de fonctionnement grâce à la rénovation et la modernisation du parc. » Son texte, présenté à l'Assemblée nationale fin 2012, a obtenu l'unanimité des voix, y compris celles de l'opposition. Démontrant ainsi que la sécurité est un sujet qui fait consensus.

La loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure va d'ailleurs, dans ce sens. La réorganisation des zones de police et de gendarmerie en est une illustration au même titre que le devenir des petites brigades dont l'existence même est remise en question. Afin de gagner en efficacité et de réaliser des économies, de nombreuses petites brigades ont déjà fermées leurs portes et d'autres le feront dans les mois à venir. Le critère d'insalubrité devrait entrer en ligne de compte dans le choix de ces brigades. ●

Benoît Tréhorel / Virginie Rodriguez

1. Rapport sur le projet de loi de finances pour 2015 réalisé par le sénateur M. Philippe DOMINATI.
2. Rapport sur le projet de loi de finances pour 2013 réalisé par le député-maire de Saint-Yreix-la-Perche (Haute Vienne), Daniel Boisserie, rendu en octobre 2012.



REGION

L'Alsace



**Quelques focus
sur nos visites...**



L'Alsace

Géographie



Comme la Corse, l'Alsace est une des rares régions françaises à ne compter que deux départements : le Haut-Rhin (au nord) et le Bas-Rhin (au sud). Située à l'extrême est du pays, c'est un fleuve, le Rhin, qui fait office de frontière naturelle avec l'Allemagne. La capitale, Strasbourg, est notamment connue pour être le siège de plusieurs institutions européennes, dont le Parlement européen et le Conseil de l'Europe.



Autre ville importante de la région, Mulhouse est empreinte d'une forte tradition industrielle. Plus petite région de France par sa superficie (8 280 km²) et peuplée de près de 1,9 millions d'habitants, l'Alsace se distingue par une forte densité : 225 hab/ km².



Economie



En matière économique, la région peine à retrouver le chemin de la croissance. Bien que relativement bas par rapport aux autres régions, son taux de chômage pointe à 9,3 %, avec un département du Haut-Rhin (9,9 %) davantage touché que le Bas-Rhin (8,9 %). L'Alsace reste toutefois la 3^e région française si l'on tient compte du PIB (richesse créée sur le territoire) par habitant. Elle tire son épingle du jeu avec un gros volume d'exportations (5^e région française), en particulier avec son voisin allemand.

Culture

A l'image de la Bretagne, la région possède une forte identité culturelle, à la fois française et allemande. Celle-ci s'illustre par ses costumes traditionnels, ses danses, ses musiques, ses langues couramment parlées (l'Alsacien, l'Alémanique), etc. Outre les éléments de patrimoine (gastronomie, architecture, etc.), il est des symboles forts de l'Alsace comme la cigogne.



Avec ses larges nids perchés sur les toits des maisons et ses nombreuses légendes, l'oiseau est sans doute l'animal le plus emblématique de la région.

Tourisme



Riche de nombreux sites classés à l'UNESCO, d'un environnement naturel et architectural (les fameuses maisons à colombage) atypique et de grands événements culturels (festival International de Colmar en juillet), l'Alsace accueille chaque année plus de 18



L'Alsace • suite •



millions de visiteurs. Parmi les sites à ne pas manquer : la cathédrale de Strasbourg, le mont Sainte-Odile et son monastère, le château médiéval du Haut-Koenigsbourg, ou encore les mille orgues à tuyaux historiques perchés dans les églises. En fin d'année, les marchés de Noël réveillent chaque village par leur féerie et attirent les foules. Privilégiez ceux de Colmar, Kayersberg ou Riquewihr.

Gastronomie



Côté nourriture, la flammekueche (fine tarte flambée), le baeckeoffe (potée typique), et bien entendu la choucroute

sont les mets les plus célèbres. En matière de desserts, citons le pain d'épices, le kougelhopf (brioche serrée aux raisins secs) et les biscuits secs à la cannelle.



Côté boissons, l'Alsace est la première région française pour la production de bière (60 % de la production nationale), avec des marques telles que Kronenbourg, Fischer ou Heineken. Les vignobles ne sont pas en reste avec des cépages très réputés : Riesling, Gewurztraminer, Pinot Noir, etc.

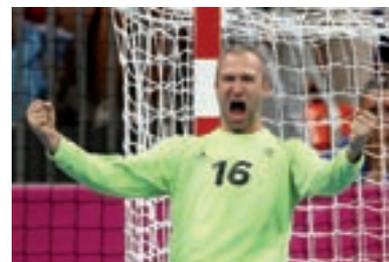


Pour les amateurs, prenez quelques jours pour faire la Route des vins d'Alsace.

Alsaciens célèbres



Le pilote de rallye Sébastien Loeb, le gardien de handball champion du monde Thierry Omeyer, les chanteurs Alain Bashung, M. Pokora et Abd Al Malik, Miss France 2012 Delphine Wespiser ou encore Auguste Bartholdi, sculpteur de la statue de la Liberté.





Le PIRE

Seltz (Alsace)

commune de 3 300 habitants située dans le département du Bas-Rhin, à une vingtaine de kilomètres d'Haguenau. Les commerces y sont bien présents. Côté Est, la limite communale est frontalière avec l'Allemagne. Construite à la fin des années 1970, la caserne est propriété du Conseil départemental. Sa gestion est assurée par la Société immobilière du Bas-Rhin (SIBAR).

À première vue, le bâtiment apparaît très ordinaire. En s'en approchant, on s'aperçoit que les marches de l'escalier extérieur qui accède à la brigade sont hors d'usage. Des briques manquent à l'appel, rendant le passage dangereux pour le public et le personnel surtout durant les rudes périodes d'hiver. Dès l'entrée dans les locaux de service, on déchant. Le volet du commandant de brigade ne se ferme plus complètement (rafistolé avec des lanières). L'antique tableau électrique émet des claquements suspects la nuit. Juste à côté, trois multiprises se battent pour une seule prise un rien fatiguée. Le risque de court-circuit est donc très élevé. Au sol, l'état des lins d'origine est déplorable. Les zones trouées ou décomposées sont recouvertes d'un tapis « cache-misère ». Lors des changements météorologiques (pluie, orage, chaleur, etc.), les odeurs d'urine et d'excréments remontent des canalisations vers les bureaux et l'accueil.

Au demeurant, cette brigade a vu ses effectifs se renforcer. Aujourd'hui, six familles et deux GAV y vivent. Faute de place au rez-de-chaussée, trois bureaux de fortune ont été aménagés au sous-sol. Les gendarmes ont effectué les travaux à leurs propres frais (récupération de carrelage, de peinture, etc.). En guise d'ouverture vers l'extérieur, on remarque des vasistas se laissant déborder par la végétation.

Derrière les bureaux, l'accès aux logements des GAV est surréaliste : la porte extérieure a été consolidée avec des plaques de polystyrène pour tenter d'isoler du froid. Les volets sont en fer, une chaînette d'un autre âge permet de les ouvrir. La baignoire est maculée de calcaire jaunâtre, les huisseries ont noirci, l'humidité règne partout (murs, plafond, plaintes, etc.). L'appartement des sous-officiers est du même acabit. Sur le carrelage, une fissure traverse la pièce de part en part. À partir de 2001, le système de chauffage au sol devenu défectueux a été remplacé par des radiateurs électriques très énergivores. Si l'on ajoute à cela une isolation thermique inefficace, les factures d'électricité peuvent atteindre des records sans avoir la satisfaction d'être chauffé correctement. Chaque hiver, toutes les familles ont froid et sont obligées de rajouter un chauffage d'appoint, qui vient alourdir un peu plus la facture. La fenêtre en bois de la salle de bain située juste au-dessus de la baignoire est totalement moisie et devient une source d'inquiétude pour tous les parents. À l'extérieur, des fissures importantes apparues sur les balcons avaient nécessité la pose d'un ruban de signalisation pour prévenir d'éventuelles chutes, et éloigner les familles du danger.

On pourrait se demander pourquoi cette caserne n'a pas reçu l'entretien et l'investissement nécessaires au maintien des conditions de logements décentes dès lors que l'obligation de louer a toujours été acquittée. Comment peut-on laisser des familles et des gendarmes travailler et vivre dans des conditions aussi dégradées ?

Il y a quelques mois, la SIBAR s'est engagée dans une opération de revalorisation globale des bâtiments avec une amélioration des performances énergétiques et des conditions d'accessibilité. Des études sont actuellement en cours pour déterminer le coût de ces travaux. Les familles espèrent les voir réalisés avant l'hiver.





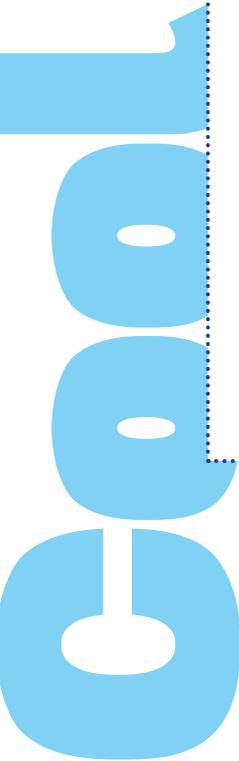
Le MEILLEUR

Woerth (Alsace)

commune de 1 700 habitants, située dans le Bas-Rhin, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Seltz, dans le même arrondissement : Wissembourg. Woerth fait partie du parc naturel régional des Vosges. C'est une commune agréable à vivre avec un patrimoine religieux et des lieux de mémoire assez remarquables.

La caserne, gérée par la SIBAR, a été inaugurée en 2009. Dix familles et deux GAV y vivent. Dès le premier regard, on est soulagé d'entrer enfin... dans le XXI^e siècle. Lumineux, agréables, modernes, et bien agencés, les locaux de service donnent envie d'y travailler sereinement. Là au moins, les prises électriques respectent les dernières normes en vigueur. Ouf !

Du côté des logements, les aspects extérieur et intérieur apparaissent en très bon état, sans transpirer le grand luxe. En entrant dans les lieux, les appartements n'ont rien de clinquant mais apportent ce qu'on est en droit d'attendre d'un logement sain et propre. Ici, pas de problème d'humidité. Les portes sont joliment finies, le double vitrage est efficace, les pièces respirent, les huisseries, le carrelage et les murs sont en parfait état. On s'y sent bien.





Les **DÉPLACEMENTS** de l'**AAMFG** EN ALSACE



VILLÉ



**20
Oct**

Le 20 octobre 2014
Visite de la brigade de Villé (67)

Alsace



SELTZ



Le 20 octobre 2014
Visite de la brigade de Seltz (67)



RIBEAUVILLÉ



Le 20 octobre 2014
Visite de la brigade
de Ribeauvillé (68)



WOERTH



Le 20 octobre 2014
Visite de la brigade de Woerth (67)



BURNHAUPT-LE-HAUT



Le 20 octobre 2014
Visite de la brigade de
Burnhaupt-le-Haut (68)



STRASBOURG



Le 20 octobre 2014
Réception de l'AAMFG à la Région
de Gendarmerie d'Alsace.



ST LOUIS



Le 20 octobre 2014
Visite de la Brigade de Saint-Louis (68)



LORQUIN



Le 21 octobre 2014
Visite de la Brigade
de Lorquin (57)



COLMAR



Le 21 octobre 2014
Réception de l'AAMFG
au groupement de la gendarmerie
du Haut-Rhin.

REGION

la Lorraine



**Quelques focus
sur nos visites...**



La Lorraine

Géographie



La Lorraine regroupe quatre départements : la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, la Moselle et les Vosges. La région compte un peu plus de 2,3 millions de Lorraines et Lorrains, sur une superficie totale de 23 547 km², soit une densité assez modérée de 100 habitants/km². Seule région française à partager ses frontières avec trois pays (Belgique, Luxembourg, et Allemagne), la Lorraine présente des atouts géographiques : elle est en effet située au cœur de l'Europe rhénane, et à proximité de la fameuse "banane bleue" (région très urbanisée et très dense en activités économiques) qui s'étire de l'Italie à l'Angleterre. Parmi les villes majeures, citons Metz (Moselle), la capitale régionale, Nancy, Epinal ou encore Bar-le-Duc.



Economie

Fortement marquée par son histoire industrielle (activité minière, notamment), la Lorraine profite de ses échanges frontaliers avec ses voisins luxembourgeois, belges et allemands, pour redynamiser son économie. Depuis quelques années, on observe une implantation d'entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies (énergie, électricité, etc.). Ceci étant, le taux de chômage demeure assez élevé (10,7 %, alors que la moyenne nationale est à 10 %), avec des pics dans les zones rurales (14,7 % dans la zone d'emploi de Saint-Dié-des-Vosges, au sud est).

Culture



Moins populaire à l'échelle de la France que son homologue alsacienne, la culture lorraine reste néanmoins très marquée. Au carrefour de plusieurs

pays, elle s'est forgée un patrimoine original autour de l'architecture (religieuse, militaire ou industrielle), la musique, la littérature, ou l'artisanat (faïence, images d'Epinal, cristallerie, lutherie, etc.).

L'un des personnages emblématiques de la région est Saint-Nicolas, patron des Lorraines et Lorrain. C'est d'ailleurs lui, et non le Père Noël, qui apporte les cadeaux aux enfants le 6 décembre !



Tourisme

Jadis plutôt axé sur le thermalisme (Contrexéville), les pèlerinages (Domrémy, ville natale de Jeanne-d'Arc), et les sites militaires (Verdun, la ligne Maginot), la Lorraine a choisi de diversifier les activités liées au tourisme.





La Lorraine · suite ·



Qu'il s'agisse du massif des Vosges (réserve mondiale de biosphère classée à l'UNESCO), des anciennes manufactures prestigieuses (faïencerie de Lunéville), des sites de mines remis en valeur (parc du haut fourneau à Ukange), ou des trésors de Nancy (place Stanislas), la région présente en effet de sérieux arguments.



Gastronomie



Qui n'a jamais mangé de quiche lorraine ? Cet illustre plat de la région masque bien souvent d'autres spécialités culinaires qui ravissent les gourmets : recettes à base de mirabelles



(tartes, confitures, eau de vie, etc.), la bouchée à la reine, les fromages (munster, brie de Meaux) ou encore la wagotine (nougatine aux amandes). Au rayon boissons, citons la bière : la lorraine est la troisième région brassicole de France.



Au début du XXe siècle, on ne recensait pas moins de 356 brasseries lorraines. Cette culture de la bière est encore bien vivante avec la présence de nombreux musées qui lui sont dédiés.

Lorrains célèbres



La chanteuse Patricia Kaas, Geneviève de Fontenay grande figure du concours Miss France, le poète Paul Verlaine, l'ancien président Raymond Poincaré, le footballeur Michel Platini, ou encore Jules Ferry, à l'origine des lois sur l'école.



Le PIRE



Montiers-sur-Saulx (Lorraine) :

commune rurale de 450 habitants située dans le département de la Meuse, dans l'arrondissement de Bar-le-Duc. Il est impératif d'avoir un véhicule pour se déplacer : pas de médecin, de Poste ni même de distributeur bancaire. La supérette la plus proche est à 8 km, la grande surface à plus de 30 minutes en voiture. Le bâtiment de la brigade appartient au Département.

Première difficulté : trouver la gendarmerie. Pourtant, le village n'est pas bien grand. Nous sommes surpris d'emprunter un sentier plutôt qu'une route pour arriver devant une

jolie maison de maître, en pierres de taille, au milieu de la verdure. Premières impressions : on a dû se tromper d'endroit... Hormis l'enseigne « Gendarmerie » accrochée au pignon du bâtiment, rien ne laisse supposer qu'elle abrite trois familles de gendarmes et deux GAV.

Ce tableau bucolique s'arrête malheureusement à la façade de la brigade. En effet, dès que nous garons notre véhicule à l'arrière du bâtiment, le spectacle se montre beaucoup moins réjouissant. Les murs extérieurs sont tachés d'humidité, des nids d'oiseaux masquent les recoins des fenêtres, laissant une impression d'abandon et de désolation.

Or, l'extérieur n'est que le prélude de ce que nous allons découvrir à l'intérieur. Certes, les locaux de service ont bénéficié de travaux de peinture, rendant ainsi les lieux propres et assez accueillants. Mais le sort des familles est tout autre. Dans le couloir distribuant les portes d'entrée des logements, une forte odeur de moisissure nous saisit immédiatement. Le constat visuel qui suit confirme notre brève analyse olfactive : des champignons noirs et verdâtres tapissent les murs des couloirs. La visite du logement des GAV est en quelque sorte l'apothéose de notre visite. Toutes les tapisseries de l'appartement se décollent, les plaintes en bois se décomposent.

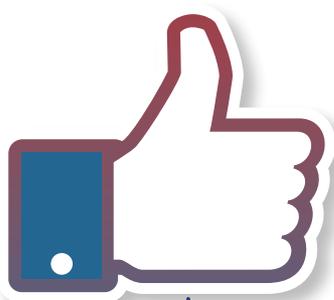
Même le déshumidificateur posé à terre dans une des chambres, et utilisé pour sécher le linge, semble avoir jeté l'éponge. La salle de bain donne tout simplement envie de... fuir.

Et pour couronner le tout, selon le témoignage des gendarmes vivant dans ces lieux, les bâtiments sont régulièrement envahis par une communauté de rats qui vit entre le ruisseau attenant et l'exploitation agricole voisine. On peut difficilement concevoir que des familles puissent vivre dans de telles conditions. Pourtant la réalité est là ! Ces logements sont totalement insalubres et les occupants actuels devraient être immédiatement relogés à l'extérieur. Selon les derniers éléments, le commandement envisage d'abandonner la caserne dans le cadre d'un projet de réorganisation. Espérons que cette fermeture arrive très rapidement.



On peut difficilement concevoir que des familles puissent vivre dans de telles conditions.





Le MEILLEUR

Ligny-en-Barrois (Lorraine)

commune de 4 100 habitants située dans le département de la Meuse, arrondissement de Bar-le-Duc (à 15 km), comme Montiers-sur-Saulx. Elle est labellisée « village étape » depuis 2005. Malgré son évolution démographique à la baisse, la commune conserve un certain dynamisme.

L'architecture de la caserne, toute en courbes, trahit son âge : le bâtiment est en service depuis septembre 2009. Treize familles et deux GAV occupent les lieux. Très avenant d'extérieur, il offre au public un aménagement moderne et agréable une fois à l'intérieur. Les teintes grises et orange sur les murs donnent une impression de sérénité et confort. On s'y sent vraiment en sécurité. Un élément qui favorise une relation de confiance entre la personne qui vient déposer plainte ou demander une requête, et le gendarme qui la reçoit. De plus, cela redonne de l'éclat à l'image globale de la gendarmerie.

Les logements au design à la fois cubique et surprenant, mêlent la modernité du zinc gris et la chaleur des murs blanc cassé. L'intérieur, du

même calibre, nous ferait presque oublier qu'on est dans une gendarmerie... Bref, des conditions optimales pour travailler et vivre.



Thaon-les-Vosges (Lorraine)

commune de 7 900 habitants située dans le département des Vosges. Elle fait partie de la communauté d'agglomération d'Epinal, dont elle est distante de 10 km. Elle dispose de tous les commerces, services et d'un accès à la voie express N57. Propriété de la commune, la caserne a été construite en septembre 2012. Sa gestion est assurée par la Société nationale immobilière.

Là aussi, les lieux transpirent le confort et la modernité au premier coup d'oeil. Un bâtiment de plain-pied abrite des locaux de service très fonctionnels, et très lumineux. Le mobilier est quasi neuf, les cellules et les salles d'audition irréprochables. Grands et clairs, les bureaux inspirent confiance au public qui vient demander un service, et apaisent l'esprit du personnel qui y travaille.

En matière de logements, on découvre des maisons individuelles assez récentes, bien entretenues et formant un esprit de lotissement. Treize familles y vivent : onze gen-

darmes départementaux et deux GAV qui habitent dans le même appartement. L'intérieur confirme l'impression d'extérieur : tout y est sain et propre.





Les DÉPLACEMENTS de l'AAMFG LORRAINE



BLAMONT



Le 21 octobre 2014
Visite de la Brigade de Blamont (54)



THAON-LES-VOSGES



Le 21 octobre 2014
Visite de la brigade de Thaon les Vosges (88)



CIREY-SUR-VEZOUZE



Le 21 octobre 2014
Visite de la Brigade de Cirey-sur-Vezouze (54)



CHARMES



Le 21 octobre 2014
Visite de la brigade de Charmes (88)



MOUSSEY



Le 21 octobre 2014
Visite de la Brigade de Moussey (57)



GERARDMER



Le 21 octobre 2014
Visite de la brigade de Gérardmer (88)



LIGNY EN BARROIS



Le 22 octobre 2014
Visite de la Brigade de Ligny en Barrois (55)





Les DÉPLACEMENTS de l'AAMFG LORRAINE



FROUARD



Le 22 octobre 2014
Visite de la Brigade de Frouard (54)



MONTIERS S/ SAULX



Le 22 octobre 2014
Visite de la Brigade de Montiers Sur Saulx (55)



SOUILLY



Le 22 octobre 2014
Visite de la Brigade de Souilly (55)



SEUIL D'ARGONNE



Le 22 octobre 2014
Visite de la Brigade de Seuil d'Argonne (55)



METZ



Le 23 octobre 2014
Réception de l'AAMFG à la Région de Gendarmerie de Lorraine.

23 Oct



LEMBERG



Le 24 octobre 2014
Visite de la Brigade de Lemberg (57)

24 Oct



FARÉBERSVILLER



Le 24 octobre 2014
Visite de la Brigade de Farébersviller (57)



Merci à tous

pour vos accueils **chaleureux !**

nous remercions tout particulièrement les commandants de Région et leur adjoint pour leur accueil et leur écoute.

Un grand merci également à tous les commandants d'unité et leurs personnels qui nous ont ouvert leurs portes et nous ont fait partager leur quotidien.

Ces 22 visites d'unités, outre un contact privilégié, ont permis le recueil de nombreuses informations importantes, informations de toutes natures, qui une fois relayées, seront sans nul doute, de nature à améliorer la vie de tous, et nous y veillerons.

Ce déplacement en Alsace-Lorraine de l'AAMFG est un moment fort de l'association et de son implication



de sa vie associative au bénéfice des familles des militaires de la gendarmerie.

Pour toutes les personnes que nous n'avons pas pu voir au cours de ce déplacement, nous vous invitons à prendre attache avec nous, par courriel à l'adresse suivante : www.aamfg.fr, pour nous signaler votre problème, nous indiquer vos sugges-

tions, pour nous transmettre vos doléances ou photographies.

L'équipe de l'AAMFG, malgré son retour de déplacement d'Alsace-Lorraine, reste à votre entière disposition.



GENDARMERIE

GENDARMERIE

GENDARMERIE

www.aamfg.fr

Nous contacter 05 55 51 51 33

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres. Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement. Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes.

SIÈGE NATIONAL

Caserne Bongeot
23000 GUÉRET
Tél. 05 55 51 51 33

LES RESPONSABLES RÉGIONALES

Mme Murielle NOEL

20, Auguste Faure
23210 BÉNÉVENT-L'ABBAYE
Tél. 05 55 51 51 33
06 87 18 26 67
muriellenoel@aamfg.fr

me GOESLIER-CHALLES

70, rue des Capucins
41200 ROMORANTIN-LANTHENAY
Tél. 06 86 30 17 40
fabiennechalles@aamfg.fr

Mme Christine ROBIN

155, Chemin de Baylot
33240 SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC
Tél. 06 62 63 33 55
christinerobin@aamfg.fr

Mme Lydie LONGELIN

2, rue des Sorbiers
31850 MONTRABÉ
Tél. 06 81 10 94 67
lydielongelin@aamfg.fr

Mme Virginie RODRIGUEZ

4 E rue du Général Audibert
35200 RENNES
Tél. 06 26 88 06 09
virginierodriguez@aamfg.fr

Nathalie LEHOULLE

Bât. E - 130, rue Faidherbe
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél. 06 64 11 01 57
nathalielehoulle@aamfg.fr

Marianne BARALE

57 rue Bonaparte - Appart 12
83250 LA LONDE LES MAURES
Tél. 06 65 65 39 23
mariannebarale@aamfg.fr

LES BUREAUX

Bureau Guéret

Murielle NOËL
Caserne Bongeot
23000 GUÉRET
Tél. 05 55 51 51 33
06 87 18 26 67
muriellenoel@aamfg.fr

Bureau Bretagne

Virginie RODRIGUEZ
Caserne de gendarmerie
85, bd Clémenceau BP 33284
35032 RENNES Cedex
Tél. 06 26 88 06 09
virginierodriguez@aamfg.fr

Bureau Centre

Fabienne GOESLIER-CHALLES
Gendarmerie Nationale
Allée Constant Duclos
41200 ROMORANTIN LANTHENAY
Tél. 06 86 30 17 40
fabiennechalles@aamfg.fr

Bureau Midi-Pyrénées

Lydie LONGELIN
Caserne Courrège
202, av. Jean Rieux
31500 TOULOUSE
Tél. 06 81 10 94 67
lydielongelin@aamfg.fr



NOUVEAU SITE

Encore plus d'actualités

En temps et en heure





LA GENDARMERIE SE RÉORGANISE ET FERME DES BRIGADES



S Les brigades de Burzet, Montpezat et Saint-Étienne-de-Lugdarès, seront fermées définitivement au profit d'une concentration des moyens sur celles de Thueyts et Lanarce. Sabine Buis, députée de l'Ardèche, favorable à cette réorganisation est « restée vigilante sur la question des effectifs et a obtenu la garantie que des permanences hebdomadaires seraient mises en place sur ces communes afin de maintenir un lien de proximité entre la population et les forces de l'ordre ». Si cette réorganisation s'est décidée en concertation avec le préfet, les parlementaires, conseillers départementaux et les maires, elle reste « un choc important au niveau de la sécurité pour les habitants et l'extérieur », explique Marc Champel, maire de Saint-

Étienne-de-Lugdarès. « On s'y attendait, c'était une mort programmée, depuis 5 mois plus personne n'occupait la gendarmerie. C'est également une perte de 4, 5 enfants qui auraient pu contribuer au maintien de l'école. Nous n'avons quasiment plus de services publics, alors que nous essayons de maintenir une crèche, une école... Je suis très amer, on ne l'accepte pas. »

Une nouvelle organisation qui, pour Sabine Buis, n'a « de sens que si les effectifs retrouvent un niveau satisfaisant ». La députée sera donc « extrêmement vigilante dans les prochains mois sur cette question ».

Source : www.ledauphine.com



MOBILISATION EN HAUTE-LOIRE CONTRE LA FERMETURE DE BRIGADES DE GENDARMERIE

Par Cyrille Genet

Publié le 10/07/2015 | 18:57, mis à jour le 10/07/2015 | 18:57

En Auvergne, une dizaine de brigades de gendarmerie pourraient être dissoutes, dont 3 en Haute-Loire à l'été 2016. Des projets de fermeture qui suscitent inquiétude et colère chez les élus des communes concernées. Ils dénoncent le désengagement de l'état en milieu rural.

En Auvergne, une dizaine de brigades de gendarmerie pourraient être dissoutes, dont 3 en Haute-Loire à l'été 2016. Des projets de fermeture qui suscitent inquiétude et colère chez les élus des communes concernées. Ils dénoncent le désengagement de l'état en milieu rural. A Monistrol d'Allier, on ne compte que 213 habitants et 4 gendarmes. Et si la caserne n'est ouverte que 3 après-midi par semaine, pour la population, cette présence est nécessaire: « ça me rassure de savoir qu'il y a une brigade de gendarmerie » dit Laurence Manière qui tient le bar tabac du village. Tous comme Monistrol, Pinols et Champagnac-le-Vieux pourraient perdre leurs gendarmes. Dans ces communes confrontées au déclin démographique où la population a été divisée par 3 depuis les années 50, les élus réagissent à ce qu'ils considèrent comme un nouveau coup porté à la ruralité.

« D'un côté on a un discours qui nous rassure en disant qu'on s'occupe des territoires ruraux, qu'on veut conforter absolument la ruralité et dans les faits, on nous dépouille de ce qui faisait un peu de vie dans notre

village » explique Pierre Coupelon, le Maire de Monistrol d'Allier. Ce plan de fermeture des gendarmeries n'en serait qu'au stade de la réflexion et les gendarmes seraient réaffectés au sein de leurs communautés de brigades afin de mieux les répartir en fonction des bassins de vie. Mais le député de la Haute-Loire Jean-Pierre Vigier prévient : « on est d'accord pour discuter, on est d'accord pour une nouvelle organisation de ce service tout en gardant la proximité, par contre, on est contre une suppression pure et dure de nos gendarmeries en milieu rural ». En

Auvergne, la dissolution d'une dizaine de brigades est envisagée.

Pour le maintien des gendarmeries en milieu rural

Intervenants : Laurence Manière, commerçante; Pierre Coupelon, Maire de Monistrol d'Allier; Jean-Pierre Vigier, Député de Haute-Loire (Les Républicains). Reportage: Sandrine Montero, Bruno Livertoux.

Source : france3-regions.francetvinfo.fr





BERLAIMONT :

LA BRIGADE DE GENDARMERIE BIENTÔT FERMÉE

Par Jonathan KONITZ



Pour une histoire de transfert de compétences, la brigade de gendarmerie de Berlaimont va fermer ses portes au mois d'août. Les militaires seront redéployés dans les villes voisines. Certains voisins regrettent déjà une présence rassurante.

A compter du 1er août, la gendarmerie de Berlaimont, située rue Neuve, ne sera plus qu'un souvenir pour le voisinage. Le rideau de fer tombé sur la porte d'accueil ne laisse aucune place au doute. La raison de la fermeture ? « *La brigade de Berlaimont n'exerce pas de fonction de police sur un secteur déterminé. Sa seule fonction était le transfèrement de détenus. Comme cette compétence reviendra à l'administration pénitentiaire le 1er novembre 2015, il n'y avait pas de raison de la maintenir. C'est une décision mûrement réfléchie* », explique le commandant Joël Kerleau, de la compagnie d'Avesnes.

Dans les couloirs désormais déserts du bâtiment, l'heure est au déménagement. Un gendarme se souvient : « *C'est une page de vingt ans de ma vie qui se tourne.* » Même si la mission première de la brigade était le transfèrement, « *nous escortions les détenus de la maison d'arrêt jusqu'à la juridiction adaptée* », cela n'a pas empêché l'équipe sur place de mener quelques enquêtes d'initiative.

Dans un bureau désert, un tableau de liège orné de coupures de presse renvoie aux réussites passées : des réseaux de stupéfiants démantelés, essentiellement. Mais plus surprenant aussi, à l'image de ce trafic de decodeurs Canal + piratés. « *Ce qui a fait notre force ici, c'était la bonne ambiance.* »

Pas de rupture du service public

Une fois la brigade fermée, les six gendarmes – ils étaient encore onze en 2014 – seront redéployés à Bavay, Avesnes-sur-Helpe ou encore Cambrai, là où le besoin se fait ressentir. « *C'est dommage car leur présence était rassurante* », confient des voisins. « *La décision sera transparente pour les citoyens : il n'y a aucune rupture de service public* », commente le commandant Joël Kerleau. Quant au devenir du site, rien n'est encore fixé. Une rencontre devrait avoir lieu, en fin de semaine, entre la ville et Partenord Habitat, propriétaire des murs.

Source : www.lavoixdunord.fr



LA FERMETURE DE LA BRIGADE DE GENDARMERIE DE BELLENCOMBRE AMÈNE LE MAIRE À ENVISAGER UNE AUTRE AFFECTATION POUR LES LOCAUX

Le départ des gendarmes de la commune de Bellescambre est quasiment acté. Il devrait se produire le 1er septembre et les quatre militaires encore présents seront réaffectés, comme le confirme le chef d'escadron Patrice Lagadec, commandant la compagnie de gendarmerie de Dieppe.

« L'un des quatre gendarmes encore en poste à la brigade territoriale, a été promu et a été réaffecté. Les trois autres ont émis des souhaits et ont été satisfaits dans leurs demandes. Ils restent dans la région. Les gendarmes volontaires adjoints ont également été redirigés vers d'autres casernes. La brigade de Tôtes, qui compte à ce jour dix-sept militaires, sera renforcée. »

La sous-préfète, Martine Laquière, confirme: « Il s'agit d'une proposition qui doit être validée par la direction générale de la gendarmerie nationale. Pour des raisons d'économie et dans le cadre d'une réorganisation géographique, les gendarmes vont être redéployés en fonction des besoins. »

Londinières passe à Dieppe

Les prérogatives demandent un gendarme pour 1 000 habitants et, par exemple, Offranville en manquait avec un gendarme pour 1 322 habitants. « Il n'y aura pas moins de gendarmes sur le terrain. Il s'agit d'adapter la quantité d'hommes en fonction de la démographie qui a évolué ces trente dernières années. »

Le nouveau découpage s'établit comme suit. La future brigade de Tôtes/Bellescambre/Saint-Saëns va être rattachée à la compagnie

de Neuchâtel-en-Bray. Celle de Londinières va basculer sur le secteur de la compagnie de Dieppe. « La commune des Grandes-Ventes a émis le souhait de se rattacher à Neufchâtel. »

Le maire de la commune de Bellescambre, élu en mars 2014, est déçu. « J'ai assisté à la réunion à huis-clos en sous-préfecture de Dieppe le 28 avril dernier, en présence des autres élus et des institutions. On m'avait promis, avant mon élection, que la gendarmerie ne fermerait pas et je suis forcément très déçu. Les gendarmes ne mettent pas que des procès-verbaux. Ils assurent un vrai service de proximité auprès des habitants de la région. Ils sont respectés et ils parviennent à régler des problèmes entre les habitants. »

Mis devant le fait accompli, le maire de Bellescambre a émis des idées en concertation avec son conseil municipal. « La gendarmerie actuelle est louée au bailleur social Sodineuf. Elle comprend six logements et des garages qui, eux, appartiennent à la commune. Étant donné que nous devons rendre accessible les services municipaux aux personnes à mobilité réduite et que cela engendrait des travaux très coûteux à notre mairie actuelle, nous serions donc partants pour acheter la gendarmerie, construite il y a une trentaine d'années, pour y déplacer la mairie et les ateliers municipaux. Nous pourrions y intégrer le bureau de poste. Juste en face, il y a la salle des fêtes, les parkings sont déjà construits. Tous les réseaux informatiques sont opérationnels. La gendarmerie est à côté de l'église. Nous ferons des économies. Reste à savoir si le bailleur social serait intéressé par notre offre. »

Quant à la mairie actuelle, l'élu a également une solution. « Les anciens sont très attachés à ce lieu et je les comprends. Nous pourrions les transformer en logements sociaux car il y a des demandes. La municipalité en serait le propriétaire. » Tout cela ne sera envisagé, bien sûr, que si la direction générale de la gendarmerie valide la fermeture de la brigade de Bellescambre.

L. P.

Source : www.paris-normandie.fr



Le maire propose d'acheter la caserne pour y installer la mairie.



TROIS GENDARMERIES MENACÉES DE FERMETURE EN HAUTE-LOIRE

Ophélie CREMILLIEUX

Article publié le 25/06/2015 à 17:05

En Haute-Loire comme ailleurs, les implantations de la gendarmerie datent de deux cents ans. Le commandant du groupement de gendarmerie du département réfléchit à leur réorganisation. Les brigades de gendarmerie de Pinols, Champagnac-le-Vieux, et Monistrol-d'Allier sont menacées. Rien n'est encore fait. « Ce ne sont que des réflexions », souligne le lieutenant-colonel Jérôme Patoux. Mais ces trois brigades étant « les moins indispensables » au territoire, leur fermeture est sérieusement envisagée.

Pourquoi ? Parce que le temps est venu pour les forces de gendarmerie de se redéployer. « *Le maillage date de la fin du XIXe siècle. À l'époque, les patrouilles se faisaient à cheval* », explique le commandant du groupement de gendarmerie de Haute-Loire. Le but de cette réorganisation entamée au 1er janvier 2014 est de « *faire coïncider le maillage de la gendarmerie avec les bassins de vie et de délinquance* ».

Trois brigades à bout de souffle

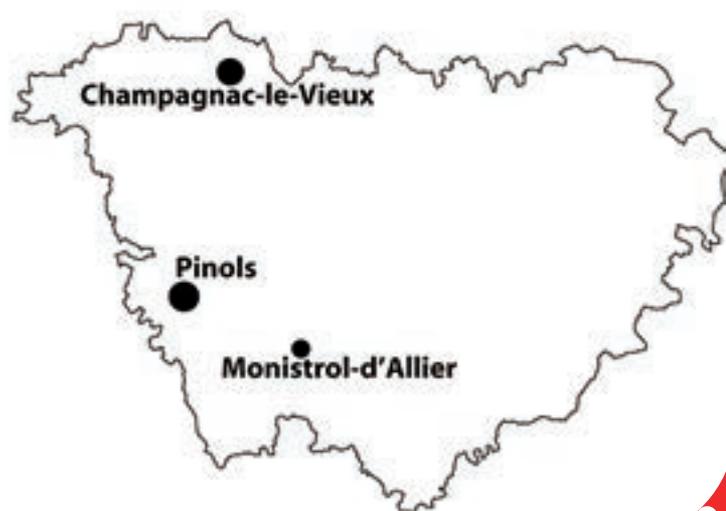
Les secteurs de Pinols, Champagnac-le-Vieux, et Monistrol-d'Allier, se vident chaque année un peu plus de leurs habitants. Résultat, les trois minuscules brigades (trois gendarmes logent à Pinols, trois autres à Champagnac-le-Vieux, et quatre à Monistrol-d'Allier) ont peu d'interventions. C'est à la brigade de Pinols que revient la palme. En 2013, ses gendarmes ont été appelés trente fois dans les neuf communes du territoire. À Champagnac-le-Vieux, ils totalisent 50 interventions sur leur secteur (il couvre également neuf communes), et 53 à Monistrol-d'Allier (huit communes). C'est peu quand on sait que l'ensemble des gendarmes de Haute-Loire sont intervenus 7 801 fois l'an dernier.

Concrètement, leur fermeture « *ne devrait pas changer grand-chose* », garantit le colonel Patoux. Deux d'entre elles (Pinols et Champagnac-le-Vieux) fonctionnent au ralenti. Depuis quelque temps, elles n'accueillent le public que sur rendez-vous. De son côté, la brigade de Monistrol-d'Allier ouvre trois ou quatre jours par semaine. Ces brigades servent surtout de « *dortoirs* » aux quelques gendarmes qui s'y trouvent et font des « *allers et venues* » vers le centre opérationnel de la gendarmerie (COG) le plus proche. Leur fermeture permettrait à la fois, de réduire les coûts de fonctionnement et de « *gagner du temps opérationnel* », souligne le commandant du groupement.

“Envoyer du bleu rapidement”

« *Le gros avantage* » de cette réorganisation, c'est le maintien des effectifs. Les gendarmes concernés rejoindraient leur centre opérationnel. Ceux de Pinols seraient redéployés à Langeac, ceux de Champagnac-le-Vieux à Brioude, et ceux de Monistrol-d'Allier, à Costaros. « *Il est plus facile de commander un service avec des effectifs regroupés. Le but est d'envoyer du bleu le plus vite possible sur le terrain* », commente le commandant du groupement. En moyenne, les gendarmes interviennent en 12,39 minutes et 30 minutes maximum. En regroupant ses forces, la gendarmerie espère gagner en efficacité et promet de veiller à ce qu'aucun secteur ne soit « *abandonné* ». Réétudiés à Paris, ces projets ne seront pas validés par le Ministère de l'Intérieur avant l'été 2016.

Source : www.level.fr





LA GENDARMERIE DE BELLENCOMBRE FERMERA DÉBUT SEPTEMBRE

C'est presque une certitude : dès les premiers jours de septembre, la caserne de gendarmerie sera vide. Bellencombe prévoit déjà de racheter les murs.

Il y a des dossiers que l'Etat préfère garder bien au chaud. Celui de la gendarmerie de Bellencombe en fait partie. Pourtant, il serait maintenant acté que les militaires quitteront cette caserne début septembre.

Une réunion à huis clos

« La nouvelle organisation ne se traduira en rien par une diminution des effectifs, mais par leur redéploiement au sein des différentes brigades de l'arrondissement afin de maintenir des délais d'intervention inférieurs à 25 minutes pour les communes les plus éloignées », précise les services de la sous-préfecture.

En effet, la sous-préfète Martine Laquière est aux commandes. Elle a organisé une réunion à huis clos, mardi 28 avril dernier, où étaient conviées quelques personnalités politiques locales.

Bellencombe va perdre sa gendarmerie présente depuis les années 1980 et déjà la municipalité s'active.

Acheter le bâtiment

Thierry Prévost souhaite acheter les locaux. En lieu et place de la gendarmerie, le maire veut y installer la Poste, les services de la mairie et un local pour les employés communaux.



La gendarmerie va définitivement fermer son rideau de fer..

Et qu'y aura-t-il à la place de la mairie et de la Poste ? « Des logements. » De même que le maire souhaite conserver les six appartements des gendarmes pour les louer à des particuliers.

Avec cette fermeture, la sécurité des villages alentours dépendra dorénavant de la compagnie de Neufchâtel. Sauf les Grandes-Ventes qui seront rattachées à Envermeu.

Il n'en fallait pas moins pour mettre en colère le maire, Annick Bocandé : « Il y en a ras le bol. Qu'on nous fasse des organisations cohérentes ! On joue la carte du pays de Bray et voilà qu'on nous met avec Envermeu.

“ Il y en a ras le bol ”

On recommence les erreurs du passé avec des redécoupages qui n'ont pas de sens. Les gendarmes d'Envermeu ne connaissent pas les Grandes-Ventes. » Elle va prochainement écrire à la sous-préfète de Dieppe pour lui exposer sa vision.

Bellencombe, 76

Source : www.lereveildeneufchatel.fr



LA BRIGADE DE LATRONQUIÈRE FERME SES PORTES LE 1ER JUILLET

Sans surprise, la brigade de gendarmerie de Latronquière fermera ses portes à compter du 1er juillet. Les cinq postes seront redéployés à Sousceyrac et à Saint-Céré.



Jean-Paul Lacouture, directeur de cabinet de la préfecture, et le colonel Pascal Palayer, commandant du groupement de gendarmerie du Lot, ont fait état hier du nouveau dispositif en place à Latronquière./DDM M. Salvet

L'arrêté est tombé le 8 juin dernier. À compter du 1er juillet, Latronquière n'aura plus de gendarmes sur place. Hier, le colonel Pascal Palayer, commandant du groupement de gendarmerie du Lot, a officialisé depuis Cahors la fermeture de la petite brigade en sursis depuis un an et détaillé la réorganisation du secteur. «*Ce qui est important, c'est que nos concitoyens soient bien informés du nouveau dispositif et de les rassurer : pour eux, ça ne changera rien*», a-t-il insisté.

Les cinq postes basés à Latronquière vont être redéployés sur la communauté de brigades de Saint-Céré. «*C'est une réorganisation en interne sur un plan très, très local, a souligné le colonel Palayer. Le commandant d'unité à Saint-Céré aura le même effectif. Ce sera beaucoup plus simple à commander*»

En réalité, les cinq gendarmes en poste à Latronquière ont tous demandé leur mutation dans d'autres départements, sauf un qui a choisi de rejoindre la compagnie de Figeac. Sur ces cinq postes, deux sont dispatchés à Sousceyrac et à Saint-Céré ; trois affectations sont donc attendues cet été. Les nouveaux personnels seront logés à Saint-Céré où un projet immobilier est à l'étude. «*On va revoir notre caserne, notre implantation à Saint-Céré*», a confirmé le colonel Palayer qui annoncé la construction de nouveaux logements sur l'emprise actuelle de la gendarmerie saint-céréenne.

Après Salviac et Saint-Germain-du-Bel-Air, la brigade de Latronquière est la troisième petite gendarmerie lotoise à fermé ses portes cette année. Meilleure qualité de service, plus de cohérence et en prime

une économie de moyens, Jean-Paul Lacouture, directeur de cabinet de la préfecture du Lot, n'y voit que des avantages. «*En termes d'effectifs, on ne bouge pas puisqu'ils sont redéployés dans le secteur. On rationalise, c'est la politique de l'ensemble des services de l'État*», a-t-il souligné. L'avenir des petites brigades du Lot est-il menacé ? «*Rien n'est enclenché mais je ne m'interdis aucune analyse au cas par cas*», a répondu sans détour le colonel Palayer, qui assure pourtant vouloir préserver «*le maillage de proximité*». Alors même si la brigade ne sera plus ouverte à Latronquière, la surveillance générale et la police de la route seront toujours assurées. «*Que les chauffards de la commune se rassurent, les contrôles routiers continueront*», a ainsi prévenu Jean-Paul Lacouture.

La résignation pour le maire, Eliane Lavergne

«*Maintenant, on a avalé la couleuvre*.» Avec résignation, Eliane Lavergne, maire de Latronquière, se prépare depuis déjà plusieurs mois à la fermeture de sa gendarmerie. «*On nous l'a annoncée au mois de décembre. L'arrêté est tombé cette semaine*», précise l'élue qui a bien essayé de lutter contre cette décision. En vain. «*On a pris des délibérations comme toutes les communes du Haut-Ségala. On a fait des petits panneaux aux entrées de la commune avec écrit : "Cancer de la ruralité : la gendarmerie en phase terminale". C'est pour nous une grosse perte. La brigade, ce sont des personnes, des familles qui consomment, des enfants qui vont à l'école. Et on perd un loyer de 36 000 € par an*» La commune avait fait des efforts pour l'entretien du bâtiment, ce qu'a d'ailleurs souligné le colonel Palayer, ne manquant pas au passage de préciser que ce n'était pas le cas partout. La brigade de Latronquière sera vide au 1er juillet. Eliane Lavergne voudrait réaménager les locaux en appartements autonomes, exemplaires sur le plan énergétique. La réflexion est lancée.

À savoir

modification > De l'assiette territoriale. La brigade de Sousceyrac couvrira, en plus de ses 17 communes, 11 communes de plus. À noter que Sabadel-Latronquière et Saint-Cirgues seront désormais sous la protection de la brigade de Figeac.

Le chiffre : 365

Gendarmes > Dans le Lot. Le département compte trois compagnies (Cahors, Figeac et Gourdon), 24 unités dont une brigade territoriale autonome à Figeac et 8 communautés de brigades.

A.L.

Source : www.ladepêche.fr



UNE BRIGADE DE GENDARMERIE MARITIME SUPPRIMÉE EN JUILLET



PAPEETE, le 5 juin 2015 – Sur les 16 militaires de la gendarmerie maritime en Polynésie, trois postes seront transférés dès juillet vers d'autres affectations plus prioritaires, en particulier la Guyane. Mais le bateau chargé d'assurer les missions de la gendarmerie reste en place, avec ses 13 hommes d'équipage.

C'est sur le Jasmin, le patrouilleur de la gendarmerie maritime, que le général de brigade Isabelle Guion de Meritens a reçu la presse vendredi, à la fin de sa semaine d'inspection et de visite en Polynésie. Celle qui dirige l'ensemble de la gendarmerie des mers de France et de l'Outre-mer a commencé par féliciter ses équipes pour leur travail ces deux dernières années : « *le bilan que nous avons fait de l'activité du patrouilleur, le Jasmin, et de la brigade Base navale, est très positif. Elle a recueilli la satisfaction des autorités locales, qu'elles soient militaires, administratives et judiciaires, avec un bel engagement et une belle initiative à mettre à l'actif des militaires de ces deux unités.* »

Mais elle avait aussi une annonce moins heureuse : « *la mauvaise nouvelle est la dissolution de la brigade Base navale de Papeete, qui travaille dans le domaine du renseignement et de la protection défense au profit de la base navale.* » Cette dissolution serait préparée et organisée : c'est un transfert d'effectifs vers la Guyane et la Guadeloupe pour renforcer leurs unités de gendarmerie maritime.

C'est la diminution des effectifs militaires, en temps de disette budgétaire au gouvernement central, qui oblige à ces redéploiements. D'autant que les besoins dans ces autres DOM sont bien plus lourds que chez nous : lutte contre les trafics, l'orpaillage clandestin, police des pêches...

En Polynésie, c'est le patrouilleur Jasmin qui reprendra la plupart des missions de la brigade, tandis que la DSP se chargera de la sécurité dans la base (rixes entre militaires, petits vols...) et du renseignement pour assurer une sécurité aux installations militaires.

Des missions très diverses

Le Jasmin, lui assure des missions polyvalentes dans la limite de ses « capacités d'élongation », c'est-à-dire son autonomie en mer. Plus loin, c'est la marine qui prend le relai. Elle intervient donc pour des missions de souveraineté (assurer la présence de la France même dans les territoires les plus éloignés), des missions de secours avec le MRCC, de la police judiciaire, et des engagements opérationnels sur certaines îles. Dans les affaires les plus récentes, le capitaine Bernard Landés, qui commande la gendarmerie maritime en Polynésie, parle de transports de passagers hors réglementation, de l'arrestation d'un Hongrois à Huahine sous le coup d'un mandat d'arrêt européen, de transport de douaniers sur des atolls isolés à la recherche de paka...

Des missions importantes donc, surtout en l'absence de navette des douanes, qui sont préservées. « Pour nous l'important est d'avoir au moins une unité navigante par territoire » assure la générale.

La seule femme générale de gendarmerie

Le général de brigade Isabelle Guion de Meritens est la première femme à atteindre le grade de général dans la gendarmerie nationale. Il y a déjà des femmes à tous les grades de la gendarmerie, mais le grade général vient d'être créé...

« *La gendarmerie maritime est un corps de métier qui se modernise depuis longtemps, qui est en évolution permanente depuis une vingtaine d'années, et qui surtout aujourd'hui a un dimensionnement sur l'eau qu'elle n'avait pas à l'époque. Et ça c'est important quel que soit les gendarmes, féminins ou masculins, qui la composent.* »

« En revanche la gendarmerie maritime est féminisée aujourd'hui à 10% de ses effectifs, mais très peu de femmes sont embarquées. C'est quelque chose que nous essayons de développer à partir de volontaires. Mais nous sommes à l'image du monde de la mer, où les femmes sont encore largement minoritaires. Mais elles peuvent arriver au sommet, je suis aujourd'hui le seul général féminin de toute la gendarmerie. »

Elle note que la grande majorité des bateaux (24 sur 30) du corps est adapté aux femmes. « Il nous manque simplement les volontaires... »

Source : www.tahiti-infos.com



Une partie de l'équipage du Jasmin



CÔTES-D'ARMOR

SIX BRIGADES DE GENDARMERIE FERMERAIENT CET ÉTÉ

Ce matin, à Plœuc-sur-Lié (Côtes-d'Armor), le patron des gendarmes abordera son projet de réorganisation des brigades auprès des maires du département.



Des brigades de gendarmerie trop peu fréquentées sur la sellette. | OF

Les brigades de Plélan-le-Petit, Uzel, Maël-Carhaix et La Roche-Derrien (Côtes-d'Armor) devraient fermer leurs portes prochainement. « Ces deux dernières brigades ne recevaient déjà plus de public depuis trois ans », nous indique dans une interview le colonel Philippe Leclercq, commandant du groupement de gendarmerie des Côtes-d'Armor. Il n'y aura plus d'accueil du public à Évrans non plus, mais la brigade moto de Dinan viendra prendre sa place.

Une innovation à Collinée

Et, « à Collinée, nous voulons fermer la

brigade, au profit d'un accueil ponctuel, qui verrait le jour dans la future maison des services publics. C'est une proposition du maire, dans le cadre de la création d'une commune nouvelle, qui m'intéresse beaucoup », indique le colonel Leclercq.

« Je souhaite mettre un terme à des coquilles vides, pour mieux lutter contre la délinquance et ne pas entretenir une illusion de sécurité. » Ce dispositif ne sera effectif que quand un décret ministériel confirmera cette proposition.

Source : www.ouest-france.fr

La brigade de Montfaucon-Montigné va fermer au profit de Saint-Macaire. Mais pas au détriment de l'efficacité, assurent les gendarmes.

Les gendarmes le savent bien, c'est une annonce qui va déclencher quelques réactions négatives. Au cours de l'année, sans doute au 1er janvier 2016, les sept gendarmes de Montfaucon-Montigné quitteront leurs locaux pour rejoindre ceux de la communauté de brigades (COB) de Saint-Macaire-en-Mauges. Ce qui portera l'effectif à 22 gendarmes.

Mais « **le temps d'intervention restera inchangé, il n'y aura pas de préjudice pour la population, veut rassurer le colonel Frédéric Morin. Dans tout le département, les interventions ont lieu en 15 minutes** ». Mieux, cette réorganisation permettra

aux gendarmes de « **gagner un temps plein** ». Cette décision était nécessaire, compte tenu de la « **carte des brigades** » vieille de plusieurs siècles, surtout dans une région où la démographie est en hausse.

Elle répond aussi au nouveau redécoupage administratif du canton de Saint-Macaire. Il n'est toutefois pas impossible qu'« **une permanence** » soit ouverte à Montfaucon-Montigné, afin de maintenir le contact avec les habitants. Pour rappel, en 2003, la brigade de Montjean avait subi le même sort, et la population s'en était accommodée.

Source : www.ouest-france.fr

GENDARMERIE

LA BRIGADE DE MONTFAUCON FERME, CELLE DE ST-MACAIRE GROSSIT

Par Christian MEAS



Le colonel Frédéric Monin a remis ce matin des lettres de félicitations à quatre gendarmes de la compagnie de Cholet. | DR



BRUNIQUEL : LA BRIGADE DE GENDARMERIE FERMÉE AU 1ER SEPTEMBRE



Le colonel Daniel explique aux élus la nouvelle réorganisation des services de gendarmerie sur leur territoire.

Hier, le colonel Daniel, commandant du groupement de gendarmerie de Tarn-et-Garonne, s'exprimait face aux élus du territoire du canton d'Aveyron-Lère et du Tarn-Tescou-Quercy vert. Le sénateur-maire de Caussade, François Bonhomme; les conseillers départementaux Frédérique Turella-Bayol et Valérie Riols; le maire de Monclar-de-Quercy, Jean-Paul Albert, et une délégation de maires et d'élus des communes de ces cantons étaient accueillis par le maire de

Nègrepelisse, Maurice Correcher, à la mairie de l'ancien chef-lieu de canton. Cette communication devait lever le voile sur une réorganisation des services de gendarmerie. Le territoire est tout particulièrement concerné par la modification de la carte d'occupation des territoires engagée par le ministère de l'Intérieur dans le cadre du redéploiement des forces de gendarmerie. Sur le canton, c'est la gendarmerie de Bruniquel qui sera fermée dès le 1er septembre 2015. Les habitants de la commune ne sont pas abandonnés. Ils seront pris en charge par la COB de Nègrepelisse et la gendarmerie de Monclar-de-Quercy.

Cette dynamique nationale est adaptée en rapport des bassins de vie qu'elle concerne. Sont pris en compte le nombre d'habitants et le taux d'actes de délinquance pour ajuster au plus près les effectifs. «La réorganisation des secteurs gendarmerie n'est pas une révolution, c'est une rationalisation des moyens... Nous conserverons un délai d'intervention conforme dans un souci toujours plus grand de production de sécurité... Bien sûr, les habitants de ce secteur ne sont pas abandonnés», assure le colonel Daniel.

La Dépêche du Midi

Source : www.ladepeche.fr

HAUT-PAYS NIÇOIS : DES GENDARMERIES MENACÉES DE FERMETURE

Par V.K

Quatre gendarmeries de l'arrière-pays niçois sont menacées de fermeture pour raison économique. A Tende, ville de 2 200 habitants, c'est désormais la caserne de Breil sur Roya qui aura en charge tout le canton. Les élus regrettent cette décision qu'ils jugent inadaptée à la situation frontalière.

Villar-sur-Var, Valberg, Lantosque, mais aussi Tende ont reçu la visite, il y a trois semaines du colonel de gendarmerie pour leur annoncer le projet de restructuration.

Plus de gendarmes à Tende depuis un an

A Tende, 2200 habitants, la porte de la gen-



darmerie est fermée depuis un an. Même la permanence du mercredi n'est plus assurée. Les cinq gendarmes ont été affectés à d'autres brigades. Les habitants regrettent cette fermeture.

« Nous sommes un pays frontalier, il ya des flux migratoires, il faut pouvoir contrôler tout ça », déplore Jean-Pierre Vassalo le maire UMP de Tende.

Les tendasques doivent désormais se rendre à la gendarmerie de Breil-sur-Roya, à 20 kilomètres de chez eux.

Ruralité en danger?

Dans l'arrière-pays niçois, c'est la ruralité qui est en danger. En vingt ans, Tende a perdu une compagnie de CRS, une compagnie de douaniers, et deux compagnies de gendarmerie. Cela représente 72 familles qui ne participent plus à la vie économique du village.

Le reportage de Hugues Nicolas, Jean-Christophe Routhier, Francis Huss, Jean-Paul Bierlein, Johann Gross.

Source : france3-regions.francetvinfo.fr



CÔTE-D'OR : REDÉPLOIEMENT ENVISAGÉ À LA GENDARMERIE

Lundi 22 juin 2015 à 16h54
Cinq brigades de gendarmerie pourraient fermer leurs portes à l'automne en Côte-d'Or. Du côté des militaires on annonce clairement un objectif de performance opérationnelle, mais dans les communes rurales concernées, à Liernais, Fontaine-Française, Laignes, Grancey-le-Château-Neuve et Baigneux-les-Juifs, ce projet inquiète.

Pour le moment, il ne s'agit que d'un projet, mais dans une période où la réduction des dépenses publiques est devenue une priorité à tous les échelons de l'Etat, il faudrait sans doute une levée de boucliers générale pour contrecarrer ce redéploiement.

Concrètement la Gendarmerie Nationale envisage donc de **fermer cinq brigades dont l'activité et les effectifs sont faibles** (une vingtaine d'atteinte aux biens enregistrée sur l'année dans chaque brigade). Si les « casernes » de **Liernais, Baigneux-les-Juifs, Fontaine-Française, Grancey-le-Château-Neuve, et Laignes** feraient comme prévu à

l'automne, ce sont 22 « effectifs » qui devraient être redéployés pour renforcer 14 unités en Côte-d'Or.

Pas d'objectif de rentabilité, mais de performance opérationnelle.

Pour le général Jean-Luc Favier, qui commande la région de gendarmerie de Bourgogne, **l'armée ne poursuit pas un objectif de rentabilité, comme tout service public, la gendarmerie a un devoir de performance.** Il l'a dit à Jacky Page.

Sur le projet de fermeture de cinq gendarmeries en Côte-d'or, le général Jean-Luc Favier Jacky Page s'est exprimé.

En attendant les élus dans les communes concernées n'apprécient guère ce projet. Le maire de Laignes, Jean-Michel Antony se dit inquiet, « **cinq à six familles de militaires vont quitter le village** » explique-t-il au micro de France Bleu Bourgogne. Inquiétude à Laignes, **colère à Fontaine-Française : Nicolas Urbano le maire a écrit aux députés et sénateurs de Côte-d'Or** pour qu'ils fassent intervenir auprès du ministère de la défense. Si le projet abouti la première gendarmerie serait à 40 km de Fontaine-Française précise Nicolas Urbano qui est l'invité de France Bleu Bourgogne ce mardi 23 juin à 7h53.

Source : www.francebleu.fr

FERMETURE CONFIRMÉE POUR DEUX GENDARMERIES DANS L'AVEYRON

Par Juliette Meurin

Les gendarmeries de Saint-Chély d'Aubrac et de Fondamente dans l'Aveyron vont fermer. L'information a été confirmée aux communes concernées en fin de semaine dernière. Des élus du département ont tenté en vain d'empêcher la fermeture.

Pendant plusieurs mois des élus et des citoyens à commencer par les maires des communes concernées ou des villages voisins ont tenté d'empêcher la fermeture de ces deux gendarmeries...en vain, la préfecture de l'Aveyron a confirmé en fin de semaine dernière la suppression de ces brigades de proximité qui employaient chacune 4 gendarmes à temps plein.

La gendarmerie de Fondamente sera fermée le 1^{er} août, il faudra alors se tourner vers Sainte Affrique (à une quarantaine de kilomètres) pour faire appel aux gendarmes ; celle de Saint-Chély d'Aubrac est même déjà fermée au public, les citoyens doivent aller désormais à Espalion à une vingtaine de kilomètres de là.



Des élus en colère

Deux parlementaires de l'Aveyron ne cachent pas leur colère. Dans un communiqué de presse, les sénateurs Jean Claude Luche (Groupe Union des Démocrates et Indépendants et Alain Marc (groupe Les Républicains) affirment que c'est « un mauvais coup pour l'Aveyron »

Pour les parlementaires aveyronnais, « la décision du gouvernement va à l'encontre des principes de solidarité de la République. »

Le conseiller départemental Christophe Laborie (UDI) a d'ores et déjà lancé un appel à manifester aux 43 maires du canton de Causses Rougiers concernés par la fermeture de la gendarmerie de Fondamente.

Source : france3-regions.francetvinfo.fr



RETHEL (ARDENNES) : LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR INAUGURE LA GENDARMERIE

Par Isabelle Forboteaux



Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, est à Rethel, dans les Ardennes, ce vendredi midi pour l'inauguration de la gendarmerie. Il poursuivra ensuite sa visite en Champagne-Ardenne à Troyes. Bernard Cazeneuve inaugure ce midi la gen-

darmerie de Rethel dans les Ardennes. Après la visite des locaux et la rencontre avec le personnel, il s'exprimera. Bernard Cazeneuve est attendu ensuite dans l'Aube à Troyes.

Source : france3-regions.francetvinfo.fr

GENDARMERIE. DES LOCAUX RÉNOVÉS



Le général Hervé Renaud, commandant de gendarmerie de la Région Ouest, s'est rendu à Groix, accompagné du commandant du groupement du Morbihan, Erwan Roparz, mardi matin. Il était reçu par l'adjutant-chef Lionel Boulet et son équipe composée de trois sous-officiers, un gendarme adjoint et quatre réservistes venus en renfort saisonnier. Au cours d'une discussion informelle en présence du maire, Dominique Yvon, le général Renaud a évoqué les bonnes relations entre les élus, la police municipale et la gendarmerie. La vedette de 8 m, avec de nouveaux moteurs, permettra d'accroître la surveillance nautique et d'assurer des liaisons ponctuelles avec le continent : « Dans ce domaine, on a prou-

vé combien la gendarmerie était réactive lors des événements de l'été dernier ». Le bien-être des gendarmes passe aussi par de bonnes conditions d'hébergement et de travail dans des bureaux adaptés. « La phase de rénovation de deux logements vient de s'achever (ces travaux étaient attendus depuis dix ans). En septembre, nous attaquerons l'extension des bureaux et d'un logement », dit le commandant de brigade qui précise que ce bâtiment date de 1881.

© Le Télégramme - Plus d'information sur <http://www.letelegramme.fr/morbihan/ile-de-groix/gendarmerie-des-locaux-renoves-30-07-2015-10723600.php>

AIRAINES UNE NOUVELLE GENDARMERIE FONCTIONNELLE ET ACCUEILLANTE

Par Émilie da Cruz



La préfète Nicole Klein, le maire Albert Noblesse, le colonel Armando De Oliveira et l'adjutant-chef Sébastien Baillet ont visité la gendarmerie et les logements de fonction.

Ce soir, les locaux neufs des militaires ont été inaugurés. Ils offrent plus de confidentialité et sont accessibles aux personnes à mobilité réduite.

La préfète Nicole Klein, le maire Albert Noblesse, le colonel Armando De Oliveira et l'adjutant-chef Sébastien Baillet ont visité la gendarmerie et les logements de fonction.

La préfète Nicole Klein, le maire Albert Noblesse, le colonel Armando De Oliveira et l'adjutant-chef Sébastien Baillet ont visité la gendarmerie et les logements de fonction.

Ce mardi 7 juillet, habitants, élus et gendarmes étaient réunis pour l'inauguration de la nouvelle brigade de gendarmerie d'Airaines, rue des Guides. Après des années d'attente, comme l'ont rappelé les différents intervenants, elle est sortie de terre après deux ans de travaux. Tout comme les six logements de fonction situés juste à côté.

Les huit gendarmes qui occupent ces nouveaux bureaux, dont deux sous-officiers

adjoints volontaires, depuis octobre, peuvent dorénavant travailler et recevoir le public dans des conditions optimales. « Auparavant, l'accueil était à l'étage et les salles de garde à vue étaient vétustes, rappelle l'adjutant-chef Sébastien Baillet. Désormais, nous pouvons accueillir sans soucis les personnes à mobilité réduite. Nous sommes aussi plus opérationnels avec un bureau qui permet plus de confidentialité et de respect de la personne, qu'elle soit victime, témoin ou même mis en cause. Sans oublier une chambre de sûreté aux normes. Qui a d'ailleurs déjà servi à 27 reprises ! »

Un projet d'un montant de 1,5 million d'euros

Ce projet d'un montant de 1,5 million d'euros a été mené par Habitat 62-59 Picardie, à qui l'État verse un loyer. Le bailleur social était déjà à l'origine de la résidence des Alouettes, située juste à côté de la gendarmerie. Il a mis

un point d'honneur à faire appel essentiellement à des entreprises locales. Le bâtiment administratif de 150 m², ainsi que les six logements (du studio au F6), sont implantés sur un terrain d'un peu plus de 20 000 m². « C'est un grand jour pour nous, car malgré la vidéosurveillance, rien ne vaut une présence humaine », se réjouit le maire, Albert Noblesse.

Le colonel Armando De Oliveira, commandant de la région de gendarmerie de Picardie et du groupement de gendarmerie départementale de la Somme, a rappelé l'importance et l'impact de tels projets dans des communes rurales : « Cette nouvelle caserne perpétue le lien multiséculaire qui unit la gendarmerie à la population et aux territoires ».

Nicole Klein, préfète de la région Picardie et de la Somme, a, quant à elle, mis à l'honneur le travail des militaires au quotidien et le résultat de leurs efforts sur le terrain : « Depuis le 1er janvier 2015, les atteintes aux

biens ont diminué de 11 % avec une baisse de plus de 6 % des cambriolages. Au sein des atteintes volontaires à l'intégrité physique, les violences physiques crapuleuses baissent dans les mêmes proportions. Sur le secteur d'Airaines, la qualité du travail des gendarmes se traduit aussi par une évolution très favorable, notamment du taux d'élucidation de la délinquance globale ».

La première pierre avait été posée le 22 juin 2013, en présence de l'ancien maire Jean-Luc Lefebvre. C'est lui qui avait émis l'idée d'un tel projet lors de son premier mandat. C'était en 1989.

Source : www.courrier-picard.fr



LA GENDARMERIE DE SAINT-VENANT SORT DE TERRE

Ça bouge à Saint-Venant. Les camions, les grues et les ouvriers ont envahi le terrain de la future gendarmerie, rue de Guarbecque. Découvrez à quoi elle ressemblera et ce qui y sera construit.

Au départ, un concours d'architecte a été organisé. C'est l'agence Cardon de Béthune qui a remporté le chantier. « Le choix architectural proposé par un architecte originaire de Saint-Venant, Jacques Cardon, a été validé par les gendarmes eux-mêmes. La technique utilisée qui est l'ossature bois permet de gagner en temps et en économie d'énergie », explique le maire, André Flajolet.

Le bâtiment administratif de la gendarmerie sera situé devant les habitations, en bordure de la rue de Guarbecque. Quinze des dix-neuf logements seront construits, puis la gendarmerie, avant de finir les logements.

La gendarmerie aura une superficie de 450 m², avec l'accueil, des bureaux pour les gendarmes, deux cellules de dégrisement ainsi que des garages pour quatre véhicules. Elle sera également en ossature bois et béton.

Dix-neuf logements de fonction seront construits. Pour le moment, deux sont en élévation.

Retrouvez le dossier complet consacré à la gendarmerie de Saint-Venant et au devenir de celle de Norrent-Fontes dans notre édition actuellement en kiosque.

Source : www.lechodelalys.fr



Le rendu final du site de la future gendarmerie de Saint-Venant. Agence Cardon, architectes

Les premiers logements sont sortis de terre.



Les autres maisons commencent à se construire.



Les maisons arrivent en kit.



Les gendarmes en lieu et place de leur future gendarmerie.



A l'intérieur des maisons.



Les gendarmes inspectent le travail.



UNE

GENDARMERIE FLAMBANT NEUVE EN CONSTRUCTION À LA TREMBLADE



Un très gros chantier est sur le point de s'ouvrir à la Tremblade. Celui de la construction de la nouvelle caserne de gendarmerie. Près de trois ans de travaux sont nécessaires pour livrer le bâtiment qui accueillera l'actuelle brigade de la Tremblade ainsi que la brigade nautique de Royan.

La première pierre a été symboliquement posée vendredi, rue de la Bergerie. C'est la communauté d'Agglomération Royan Atlantique qui pilote le projet. Un projet à près de sept millions d'euros. Nouvelle gendarmerie, nouveau standing. Reportage...

Hubert Laligant, patron des gendarmes de Charente-Maritime, a posé la première pierre de la future gendarmerie de la Tremblade aux côtés notamment du Président du Conseil Départemental de la Charente-Maritime Dominique Bussereau - Photo RA

UNE PREMIÈRE PIERRE SYMBOLIQUE POUR LA GENDARMERIE DE LA TREMBLADE

Romain Asselin juillet 2, 2015, 9:10

La nouvelle gendarmerie de la Tremblade va commencer à sortir de terre. Jean-Pierre Tallieu, Président de la communauté d'agglomération Royan Atlantique, Béatrice Abollivier, préfète de la Charente-Maritime et Dominique Bussereau, président du Conseil départemental de la Charente-Maritime, **poseront ensemble, ce vendredi matin, la première pierre du futur bâtiment.** Cette cérémonie symbolique confirme et scelle l'avancée du projet. Le lancement du concours de maîtrise d'œuvre

est en cours pour **la réalisation d'un chantier qui durera presque trois ans, pour s'achever mi-2018.**

Aujourd'hui, les équipes de l'actuelle brigade occupent des **locaux ne répondant plus aux normes opérationnelles d'accueil du public ni aux besoins de logement des gendarmes et de leurs familles.** L'agglomération Royan Atlantique a décidé de porter ce projet de reconstruction de cet ouvrage essentiel pour le territoire.

Les travaux portent sur la **réalisation des bureaux et des locaux de services** (brigade territoriale de proximité et brigade nautique sur 606 m²) et des

logements composés de 27 habitations allant du T1 au T6, ainsi que deux studios pour les gendarmes auxiliaires (sur une surface habitable totale de 2 896 m²).

Le financement de ces travaux, dont le **coût est estimé à 6,7 millions d'euros**, sera pris en charge par la CARA, soutenue par une aide financière du Département de la Charente Maritime à hauteur de 500 000 euros. L'équilibre financier sera assuré par les loyers mensuels de location. Ils seront fixés* lorsque le projet sera prêt à accueillir les équipes.

Source : www.royan-actu.com

* Le montant du loyer sera fixé en fonction du coût réel des travaux et d'un ratio national sur les Unités de Logement des gendarmes.



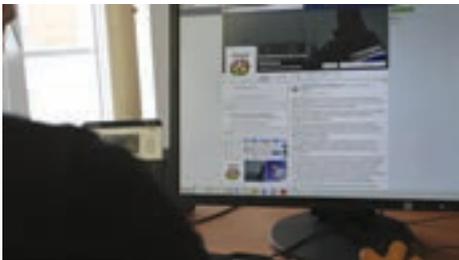
ACTU GENDARMERIE INTERNET



Loire-Atlantique

La gendarmerie ouvre sa page Facebook

Le groupement de gendarmerie départementale a ouvert son site sur le réseau social. Il est accessible dès ce mardi.



C'est une nouveauté. Dès ce mardi 5 mai 2015, la page Facebook de la gendarmerie de Loire-Atlantique est lancée sur le réseau. Elle permettra aux gendarmes du département de partager des conseils de prévention pour mieux lutter contre les atteintes aux personnes et aux biens, contre les différentes formes

d'escroqueries sur Internet et de manière générale contre toutes les formes d'insécurité.

Par ailleurs, des messages d'information seront postés sur certaines situations opérationnelles, telles que la prévision de contrôles routiers, la diffusion de signalements dans

le cadre de recherche de personnes disparues, les appels à témoins, certains accidents de la circulation etc.

La page est accessible en lecture, même sans compte Facebook.

Source : www.ouest-france.fr

La gendarmerie de Loire-Atlantique

Par MIKAËL ROPARZ



est sur Facebook

Le groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique vient d'ouvrir une page sur Facebook. C'est le 75e groupement de gendarmerie départementale à avoir sa propre page sur le réseau social.

« Après le département du Loiret, c'est la gendarmerie de la Loire Atlantique qui rejoint la communauté Facebook [...] Une page, sur laquelle vous pourrez retrouver l'actualité locale de la gendarmerie avec pour objectif de vous faire partager jour après jour notre activité et nos missions adaptées à ce territoire, ainsi que la vie des unités du groupement » explique dans un post le Colonel Didier Marconnet, patron

des gendarmes dans les Pays-de-la-Loire.

Sur cette page Facebook, le groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique prévoit de « partager des conseils de prévention » mais aussi de poster des infos concernant les contrôles routiers, les appels à témoins...

Source : www.francebleu.fr



Des messages d'information sur certaines situations opérationnelles seront aussi postées comme les prévisions de contrôles routiers, les signalements dans le cadre de la recherche de personnes disparues, appels à témoins, accidents de la circulation importants...





ACTU GENDARMERIE INTERNET



Brest

La Gendarmerie du Finistère a sa page Facebook

Elle a presque 1000 fans après seulement quelques jours en ligne. Les gendarmes souhaitent en faire un outil interactif.



Elle approche le millier de mentions "J'aime", la page Facebook du groupement de Gendarmerie du Finistère a été créée à la fin du mois de mars. Le colonel Stéphane Bras, commandant le groupement, présente les objectifs de ce nouvel outil de communication : « Au travers de cet outil participatif, nous ambitionnons modestement : de mieux faire connaître l'activité et les missions des gendarmes finistériens, ainsi que la vie des unités

du groupement ; de diffuser des consignes pratiques relatives aux domaines de la sécurité et de la prévention contre les différentes formes de délinquance constatées sur le département ; de relayer les informations sur les métiers et les carrières de la Gendarmerie. »

La Gendarmerie mise sur cette page pour favoriser l'interactivité avec les habitants du département. Elle invite ainsi les internautes

finistériens à transmettre de jolies images du département pour mettre à jour régulièrement la photo de couverture de la page. À l'effectif de 870 personnels, le groupement de Gendarmerie du Finistère est composé de six compagnies, d'un escadron départemental de sécurité routière et de 69 unités élémentaires dont trois brigades nautiques.

Brest, 29

Source : www.cotebrest.fr

Ariège : l'alerte SMS de la gendarmerie permet d'éviter nombre d'escroqueries

Le 7 novembre 2014, la gendarmerie annonçait sur sa page Facebook, le lancement du dispositif SMS sur l'ensemble du département, précisant que plus de 2200 contacts et 1200 abonnés étaient enregistrés auprès de ses services.

L'alerte SMS: une communication préventive pour les abonnés. L'actualité conduit aujourd'hui à revenir sur l'intérêt du dispositif.

En effet, les 15 et 17 juin, sur les communes de Lavelanet et de Mirepoix de faux billets ont été émis auprès de commerçants, dont l'un prévenant

aussitôt la gendarmerie, ce qui a permis le centre opérationnel d'alerter les professionnels du département par SMS. L'objectif est double : prévenir les commerçants affiliés du fait signalé et appeler à la vigilance afin de limiter les risques de réitération.

Pour rappel, lors d'une précédente affaire, la réactivité d'un commerçant avait permis de mettre fin aux agissements de l'auteur de l'émission de faux billets sur le département, démontrant la pertinence du dispositif.

Depuis la mise en place du dispositif, 18 alertes SMS ont été diffusées. Simple, efficace et perfor-

mant, ce vecteur de communication interactif gratuit permet d'optimiser l'action des unités par un rapprochement forces de sécurité-commerçants-artisans-agriculteurs en intégrant pleinement les progrès technologiques.

Alors, professionnels de l'Ariège, vous pouvez à tout moment vous abonner en contactant la brigade de gendarmerie de votre lieu d'exercice ou votre chambre consulaire.

NR | 19/06/2015 - 19:04

Source : www.ariegenews.com



© midinews 2015 - Emmanuelda

Les gendarmes du Pas-de-Calais investissent Facebook

Par ANTOINE DA SILVA



Comme un journaliste, l'adjutant-chef Laurent Frappart, boucle son article sur les premiers départs en vacances. Chef de la cellule Ntech, il est également en charge de la page Facebook de la gendarmerie du Pas-de-Calais, et c'est pour cette page et ses abonnés qu'il affûte ses dernières lignes de texte.

Il le reconnaît, cela n'a pas été facile au début pour la page Gendarmerie du Pas-de-Calais : « Il y a eu un peu de paranoïa. Les gens pensaient qu'en s'abonnant, on aurait accès à leur compte. » Les militaires n'ont pas investi Facebook pour surveiller, mais « pour communiquer directement avec les internautes ».

Créée en septembre 2013, la page Facebook de la gendarmerie du Pas-de-Calais a vu ses visites se multiplier par quatre ces derniers mois. Et ce n'est pas le fruit du hasard.

Page Facebook : <http://www.facebook.com/gendarmerie.dupasdecalais>

Source : www.lavenirdelartois.fr



ACTU GENDARMERIE INTERNET



Les gendarmes réunionnais débarquent sur Facebook

Le groupement de gendarmerie départementale a ouvert son site sur le réseau social. Il est accessible dès ce mardi.



La gendarmerie de La Réunion a lancé ce mardi 14 avril 2015 sa toute nouvelle page Facebook. L'occasion pour les 830 gendarmes de l'île de communiquer autour de leurs actions, de donner des conseils de prévention et de diffuser des messages de sensibilisation autour de la sécurité routière.

« Grâce à cette présence sur le réseau social, nous souhaitons

élargir notre communication au-delà des médias traditionnels afin d'améliorer davantage encore la sécurité des Réunionnais », affirme le colonel Luc Auffret, sur la page de la gendarmerie de La Réunion.

Le but est également de créer « un lieu d'échanges » avec chaque utilisateur du réseau social. Contrôles routiers, sécurisation

des commerces, interpellation menées par les brigades, mais également recueillement d'espèces protégées : la gendarmerie réunionnaise compte poster des contenus qui satisferont tout le monde.

www.ipreunion.com
Source : www.ipreunion.com

Les gendarmes péi aussi ont leur page Facebook

INTERNET

En voilà une couleur qui va forcément aller avec les uniformes de nos chers gendarmes. À l'instar de ses homologues de la Charente-Maritime, de la Gironde ou encore du Val d'Oise, la gendarmerie de La Réunion se lance elle aussi dans la quête aux « J'aime » sur le célèbre site de réseau social Facebook. Selon nos informations, un appel à candidatures avait été lancé en interne dans le cadre de la préparation de ce projet numérique de « proximité ». Cinq webmasters, en fait des gendarmes qui se voient donc confier une mission supplémentaire transversale, se

sont portés volontaires et ont déjà réalisé un important travail en amont. C'est donc ce matin, sauf imprévu, que sera ouverte la page bleue de nos hommes en bleu avec déjà du contenu.

Portraits de Réunionnais

Bilan de contrôles routiers, conseils et messages de prévention, disparition inquiétante, ou encore avis de concours et de recrutement, ... Tel devrait être le contenu de cette page institutionnelle. Un espace de communication pour la gendarmerie dont le but est d'occuper un espace numérique de plus en plus fréquenté par le grand public : les jeunes

forcément, mais également les moins jeunes. C'est également l'occasion de mettre en lumière les missions réalisées par les militaires. Les gendarmes réunionnais qui officient dans leur île natale seront aussi mis en avant à travers des portraits. Combien de « J'aime » atteindront nos gendarmes ? La page de la gendarmerie nationale recense pour sa part près de 300 000 « like » ! Des informations sont diffusées sur les saisies de stupéfiants. On peut également y trouver des liens internet sur la sécurité routière, des vidéos, des articles de presse ou encore des publications Twitter. Les internautes réunionnais pourront rapidement par eux-mêmes si l'interactivité



La page Facebook de la gendarmerie de La Réunion a été activée ce matin.

et l'échange sont bien d'actualité. C'est en tout cas l'objectif affiché des militaires.

H.A.

Source : www.clicanoo.re

Naissance de la page Facebook des gendarmes de La Réunion

Source : www.linfo.re

La Réunion annonce l'ouverture de son compte Facebook à compter du 14 avril 2015 sous l'intitulé suivant : « Gendarmerie de La Réunion ». Cette page est « destinée à développer et enrichir la communication avec la population réunionnaise ». En clair, ce compte Facebook se donne pour objectif de renforcer les liens avec les usagers de la toile en diffusant notamment :

- « des conseils de prévention afin de les aider à faire face aux différentes formes

- de délinquance constatées sur le département ;
- des informations de proximité ;
- des messages de sensibilisation relatifs à la sécurité routière ;
- des posts concernant l'activité quotidienne des 830 gendarmes qui assurent, de jour comme de nuit, la sécurité des Réunionnais ».

La gendarmerie de La Réunion ouvre sa page Facebook

Le Colonel Luc Auffret – commandant de la gendarmerie de La Réunion – souligne que grâce à cette présence sur le réseau social, « la Gendarmerie souhaite élargir la communication au-delà des médias traditionnels afin d'améliorer davantage encore la sécurité des Réunionnais ». Cette page se veut également un lieu d'échanges entre les gendarmes et les Réunionnaises et Réunionnais.



Ce mardi 14 avril, le commandant de la gendarmerie de La Réunion annonce l'ouverture d'une page Facebook pour les gendarmes de La Réunion. Objectif : « enrichir la communication avec la population réunionnaise ».

Le commandant de la gendarmerie de



EN 2015, LES GENDARMES PEUVENT DÉSORMAIS

« PRÉDIRE » L'AVENIR

Par Marc-Antoine Bindler

LES BOSS DES MATHS – Bernard Cazeneuve inaugure jeudi le nouveau pôle dédié aux investigations scientifiques de la gendarmerie nationale, à Cergy-Pontoise. Parmi ses techniques de pointe, une pratique méconnue : l'analyse prédictive.



Le bâtiment est flambant neuf, les pelouses ne sont pas encore sorties de terre, le macadam est frais. Modèle ? Le labo du FBI à Quantico et ses homologues suédois ou danois. Bienvenue au PJGN, le Pôle judiciaire de Gendarmerie nationale, à Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise. Terminé Rosny-sous-Bois, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve inaugure jeudi cette structure dernier cri de 20.000 m² qui accueille désormais, sur près de six hectares, les activités de police technique et scientifiques de la « maison bleue ».

Une cellule de prédiction

Les « experts gendarmerie », pour la caricature franchouillarde, ce sont trois unités regroupées sur ce site, avec l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale (IRCGN), le Centre de lutte contre les criminalités numériques (C3N) et le Service central du renseignement criminel (SCRC).

Cette dernière entité renferme en son sein une division spécialisée notamment dans une discipline encore peu connue : l'analyse prédictive. Le travail de ces gendarmes consiste tout simplement... à prédire l'avenir. Objectif : mieux prévenir le risque par un déploiement des effectifs plus intelligent et adapté.

« On est loin du schéma caricatural de *Minority Report* », prévient d'emblée le Lieutenant-colonel Patrick Perrot, chef de la Division analyse et investigation criminelle du SCRC, qui compte depuis deux ans une dizaine de gendarmes spécialisés dans l'analyse prédictive.

Alors, l'analyse prédictive, comment ça marche ?

« On ne peut pas dire qu'un individu est préprogrammé pour commettre un meurtre. Nous travaillons sur le développement de faits, leur étendue et les axes les plus importants à surveiller. C'est

une analyse de l'espace qui est fondamentale en gendarmerie », explique-t-il.

Concrètement, ces gendarmes exploitent différentes données statistiques afin de permettre aux groupements (échelon départemental de commandement de la gendarmerie, Ndlr) et régions de gendarmerie de connaître les tendances de la délinquance dans le temps et dans l'espace :

1. Les faits passés

Pour établir leurs « prédictions » sur une zone précise, ces gendarmes « option maths » travaillent sur les faits qui y ont été enregistrés dans le passé par la police et la gendarmerie.

2. Les stats de l'Insee

D'autres données nettement plus larges y sont agglomérées telles que les statistiques socio-économiques de l'Insee, comme le taux de population au RSA ou le nombre de retraités dans une ville.

3. Des données économiques et sociales

La création de quartiers résidentiels, de logement sociaux, le développement d'infrastructures de transport en commun... « Toutes ces données-là sont prises en compte pour voir comment évolue la criminalité, car c'est aujourd'hui avant tout une problématique sociale et économique », précise le Lieutenant-colonel Perrot.

Comment les prévisions sont-elles matérialisées ?

Ces chiffres sont ensuite intégrés dans un calcul savant, à grand renfort d'algorithmes, dont le résultat est couché sur une sorte de carte météo des cambriolages, des agressions ou encore des escroqueries bancaires, à l'échelle nationale, régionale et départementale.

A quoi ça va servir sur le terrain ?

Sur le terrain et dans les faits, cet « outil de décision » permet par exemple à un chef de groupement de gendarmerie d'orienter ses patrouilles en fonction de la menace, de surveiller une zone particulière ou de mettre en place des contrôles routiers ciblés. « L'objectif est d'optimiser le ciblage face au développement de la criminalité pour être le plus pertinent possible dans notre surveillance », poursuit le Lieutenant-colonel. Et sur le terrain, les gendarmes sont demandeurs, assure-t-il : « un chef agglomère le maximum de données pour être efficace. Car aujourd'hui, la sécurité est un enjeu majeur au niveau d'un département ou d'une région ».

Et comment savoir si la prédiction s'est avérée juste ?

« Si je veux prédire l'année 2015, je vais construire mon modèle de prédiction avec les données de 2008 à 2013. Si la différence entre les faits constatés et la prédiction est très faible en 2014, je me projeterai sur 2015. Si ce n'est pas le cas, je ne ferai pas de projection sur 2015. C'est ce seuil qui permet de voir si notre modèle est efficace ou pas ». En clair, la prédiction est efficace quand, justement, elle ne se vérifie pas : la stratégie déployée par les gendarmes sur le terrain a payé. Et le Lieutenant-colonel Patrick Perrot de conclure : « l'analyse prédictive, c'est exploiter le passé pour comprendre le présent et prédire l'avenir ».

Source : www.europe1.fr





LA GENDARMERIE NATIONALE

ACHÈTE UNE VINGTAINÉ DE DRONES



JUSTICE

La Gendarmerie Nationale vient de passer un appel d'offres afin d'acquérir au moins une vingtaine de drones. Ces appareils devront être discrets et posséder des caméras au zoom puissant, probablement en vue de missions d'observation.

Le ministère de l'Intérieur a donc publié hier un appel d'offres visant à « la fourniture de micro-drones au profit de la Gendarmerie Nationale, le maintien en condition opérationnelle des micro-drones acquis, et la formation pour la fonction de télé-pilote ». En clair, les forces de l'ordre sont prêtes à mettre la main à la poche pour s'offrir des drones, mais veulent également l'accompagnement qui va avec – en particulier en termes d'instruction des agents.

Au total, ce sont au moins 23 appareils qui devraient ainsi être achetés par la Place Beauvau. Il s'agira uniquement de « quadri-rotor à décollage vertical » (contrairement aux drones à voilure fixe, qui ressemblent à de petits avions) et à propulsion électrique. L'avantage ? Cela permet de faire des vols stationnaires. Dans le détail, le tout se décompose en deux lots :

- La Gendarmerie cherche tout d'abord à acquérir entre 4 et 6 « micro-drones haut de gamme ». Ces appareils devront disposer de modes de vol manuel et automatique, l'objectif étant de permettre le « suivi d'un plan de vol constitué de points de passage (way-points) mis en place lors de la préparation de mission ». Les autorités demandent d'autre part à ce que l'autonomie de ces drones soit d'au moins 20 minutes et qu'en termes de vitesse, ils soient capables de réaliser un aller/retour d'un

kilomètre « en moins de deux minutes ». Ces engins devront bien entendu embarquer une caméra à même d'enregistrer et de retransmettre des images.

- La Gendarmerie veut ensuite acheter entre 19 et 30 « micro-drones grand public ». Les forces de l'ordre souhaitent une fois de plus des appareils ayant un mode automatique, une caméra, ... mais n'ont plus d'exigences spécifiques en matière d'autonomie ou de vitesse.

Des drones manifestement tournés vers des missions d'observation

Reste toutefois une question : à quoi serviront ces drones ? L'appel d'offres ne le dit pas clairement, mais plusieurs indices ont été laissés par la Place Beauvau. Un « zoom minimum de X10 » est par exemple requis pour ces appareils, le pilote étant par ail-

leurs censé « pouvoir zoomer de manière continue afin de faciliter les tâches de détection, reconnaissance et identification ». Chaque drone devra en outre être de « taille réduite et compacte, facilement transportable et très discret ». Les gendarmes veulent en effet des appareils qui soient difficilement détectables « de façon auditive, ainsi que par les moyens de détection thermiques et électromagnétiques ».

Autrement dit, il s'agit d'autant de qualités appréciées lors de missions d'observation (de manifestations, d'opérations plus risquées, etc.). Contactée, la Gendarmerie Nationale n'a pas souhaité nous en dire davantage dans l'immédiat. Rappelons toutefois que la Préfecture de police de Paris a mené l'année dernière des expérimentations, qui visaient justement à essayer des drones en vue d'acquisitions futures



FEMMES CHEZ LES GENDARMES MOBILES : EXPÉRIMENTATION DANS LE RHÔNE

Par Gregoire Nartz

Les femmes n'ont pas encore accès aux rangs de la gendarmerie mobile, cette section chargée des missions de maintien de l'ordre. Selon le Progrès, depuis avril, dix d'entre elles ont intégré un escadron du Rhône pour expérimenter la mixité.



© Tim Douet Entrée de la gendarmerie de Sathonay

Même équipement, même missions. Les dix femmes de l'escadron de gendarmerie mobile de Sathonay-Camp sont parmi les premières à faire leur entrée dans ces rangs traditionnellement masculins. La gendarmerie mobile est une entité de l'armée dont la mission est de contenir les violences quel que soit le terrain d'intervention. Les femmes n'y ont accès qu'en étant officier en poste de commandement.

L'expérimentation a débuté en avril et devrait se poursuivre jusqu'au premier semestre 2016. Les escadrons de Satory et de Mont-de-Marsan sont aussi concernés. Métiers militaires également réservés aux hommes, la Légion étrangère et les postes de sous-marins s'entrouvrent peu à peu aux femmes.

Source : www.lyoncapitale.fr

LES DISPOSITIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE RELATIVES AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES NATIONALES DE MILITAIRES

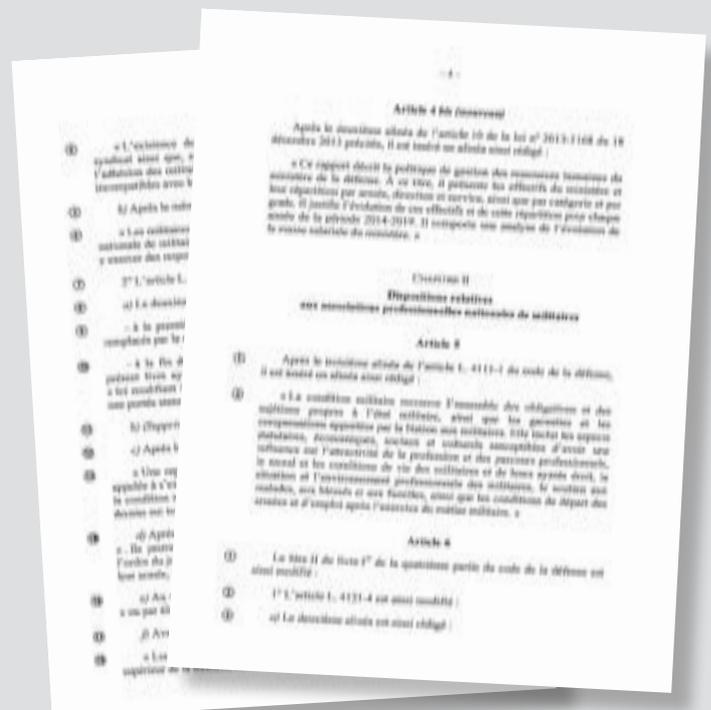
Les dispositions adoptées par l'assemblée nationale en première lecture le 4 juin relatives aux associations professionnelles nationales de militaires, dans le cadre de la révision de la LPM.

Cette version doit maintenant être soumise au Sénat puis éventuellement à une commission mixte paritaire.

A noter que les modifications majeures à ce stade par rapport au projet qui vous a été soumis au printemps portent sur la présence de sièges APNM dans les CFM ainsi que sur les critères de représentativité pour siéger au CSFM, suite à amendements parlementaires. La proportion de sièges n'est toutefois pas fixée.

Il est vraisemblable que la loi définitive sera votée avant le 14 juillet, ce qui permettra au MINDEF de travailler immédiatement à la rédaction des décrets d'application qui seront soumis au CSFM de décembre. Capture

040615 - AFP - Les députés approuvent le droit d'association pour les militaires





PORTRAIT DE **FRANÇOIS LE DORTZ,** GENDARME, RÉSISTANT ET DÉPORTÉ

Gendarme à Écouché, il est entré dans la résistance active après l'occupation de la Basse-Normandie. Déporté en Allemagne, il en est revenu avant de périr... Au nom de la liberté.

Printemps 1944, François Le Dortz pose avec sa femme et ses deux enfants, Roger et Paul. Quelques semaines plus tard, il est arrêté par la Gestapo, interrogé et emmené vers l'Allemagne dans un camp de concentration.

Que s'est-il passé entre-temps ? Il a participé à un pan de l'Histoire peu connu du grand public.

À 28 ans, un an avant le déclenchement des hostilités de la Deuxième guerre mondiale, le gendarme Le Dortz est affecté à la gendarmerie d'une petite commune rurale de l'Orne, Écouché.

Le Breton, qui appartient à la garde mobile républicaine, connaît alors l'occupation après 1942, dans un pays battu par l'Allemagne nazie. Deux choix s'offrent aux gendarmes : l'obéissance aux milices de Pétain ou la résistance. « Deux types de résistance étaient mis en place : la résistance passive qui freinait les missions qu'on leur demandait d'accomplir, et la résistance active où, là, les gendarmes accomplissaient de véritables actions contre le régime », raconte Dominique Le Dortz, petit-fils de François et véritable passionné de cette époque historique.

Résistance active

Le choix de son grand-père est fait : ce sera la résistance active. Le gendarme ne peut rester neutre et envoyer des jeunes au combat ou au STO (service du travail obligatoire). 1943 est une année charnière pour la résistance, notamment dans l'Orne.

Le 1er septembre, François entre dans la résistance, associé au Bureau central de renseignements et d'action sous les ordres du docteur



François Le Dortz, déporté, a laissé sa femme et ses enfants à Écouché, où une rue est à son nom et une stèle en son honneur est posée à l'entrée de la gendarmerie.

Pasquier, dans un groupe rattaché au réseau « action plan Tortue » de Jacques Foccart.

« Ils allaient par exemple prévenir les convoqués au STO la veille de leur notification afin qu'ils ne soient pas chez eux le lendemain. Tout se faisait de façon discrète. Cela a fait rentrer toute une jeunesse dans les maquis », explique Dominique Le Dortz.

Détournement d'enquêtes

L'avantage des gendarmes, c'est leur libre circulation durant cette période. « Mon grand-père a lié des amitiés avec des familles qu'ils camouflaient et dont il assurait le transport. Il a aussi participé à la protection des zones de parachutage en vue du Débarquement ainsi qu'à l'acheminement de l'armement pour les parachutés. »

Le gendarme Le Dortz, qui a une mission de ren-

seignement, prend part également aux détournements des enquêtes.

Notamment celle sur la mort de Roger Leguerney, blessé mortellement lors d'une opération de transports d'arme par les troupes allemandes. Il pousse alors la Gestapo sur de mauvaises pistes. « Il prenait un risque important, l'enjeu de libérer le pays était plus fort que celui de risque sa perte. Mon grand-père avait un enfant infirme, une femme et un autre fils, mon père. Mais il continuait, il est allé jusqu'au bout au nom de la liberté du pays, au nom de l'enjeu national. »

Mais la supercherie est découverte et le 22 mai 1944 il est arrêté à 8 heures du matin par Bernard Jardin.

[...]

Devoir de mémoire

58 ans plus tard, en 2003, son petit-fils Dominique, intègre, la brigade de gendarmerie d'Écouché. « Il y a un vrai lien historique pour moi, c'était un choix de venir ici. C'est assez symbolique pour moi d'être venu ici. Je suis militaire, comme mon grand-père et je me disais alors que je prendrai ma retraite ici. Si la brigade ferme, je serai le dernier en somme. »

Une brigade où trône en place sûre la plaque commémorative en l'honneur de son grand-père, François. Un besoin de mémoire envers une époque bien sombre et des personnes héroïques.

Lire l'intégralité de cet article dans votre édition papier (du jeudi 7 mai 2015) du Journal de l'Orne. En kiosque.

Écouché, 61

Source : www.lejournaldelorne.fr



MELUN

DEUX GENDARMES DÉCORÉS

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE CHARLIE HEBDO

La prise d'armes de cérémonie de sortie de la nouvelle promotion des officiers de gendarmerie a aussi été marquée par la remise de décorations par le ministre à deux gendarmes qui étaient intervenus face aux auteurs de l'attentat contre Charlie hebdo.



Les félicitations du ministre aux gendarmes décorés

Mardi 30 juin, le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve était à l'école des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN), accompagné du directeur général de la gendarmerie, le général Denis Favier, pour la traditionnelle cérémonie de sortie de scolarité des 149 officiers de la promotion « Colonel Delmas ».

Cette promotion compte 121 officiers de gendarmerie, 16 officiers du corps technique et administratif et 12 officiers étrangers, originaires des pays amis de la France, cette promotion compte 27 officiers féminins. Le drapeau de l'EOGN a été remis au major de la 121e promotion, par le général Jean-Marc Loubès, cette promotion « Lieutenant Jamet » compte 107 élèves officiers qui défilent le 14 juillet prochain à Paris sur les Champs-Élysées.

En grande tenue, comme pour le défilé à Paris.

Remise de médailles

Parmi les remises de médailles, on notait celles attribuées à deux gendarmes de la brigade territoriale de Dammartin-en-Goële, mis à l'honneur pour leur action suite aux tragiques événements de Charlie Hebdo, lors de l'intervention pour déloger les deux frères terroristes retranchés dans l'imprimerie de Dammartin. La Médaille de la gendarmerie avec palme de bronze a ainsi été remise au gendarme Francis Fauchi, la seconde avec étoile de vermeil au gendarme Mélanie Seguin. Ont été également décorés : Médaille militaire à l'adjudant Aïdé Caixeirinho de la garde Républicaine, Médailles de la gendarmerie étoile de bronze à l'adjudant-chef Nicolas Commes et au maréchal des logis-chef Eric Sablon, de Nice.

Un défilé des troupes avec la musique de la Garde républicaine et la prestation en intermède du « Quadrille des baïonnettes » furent impressionnants.



Antiterroriste

Dans son allocution, le ministre Bernard Cazeneuve rappela le devoir et l'action de la gendarmerie au service du public et de l'Etat, rappelant également les diverses missions antiterroristes dont elle est chargée, et du maintien de la paix dans les divers territoires où les militaires sont engagés.

Nomination

La générale Isabelle Guion de Meritens, sera début août la nouvelle commandante de l'EOGN. Première femme officier général à ce poste, elle quittera le commandement de la gendarmerie maritime de Brest. Elle est également la première femme à avoir accédé au grade d'officier général dans la gendarmerie.

Source : www.larepublique77.fr

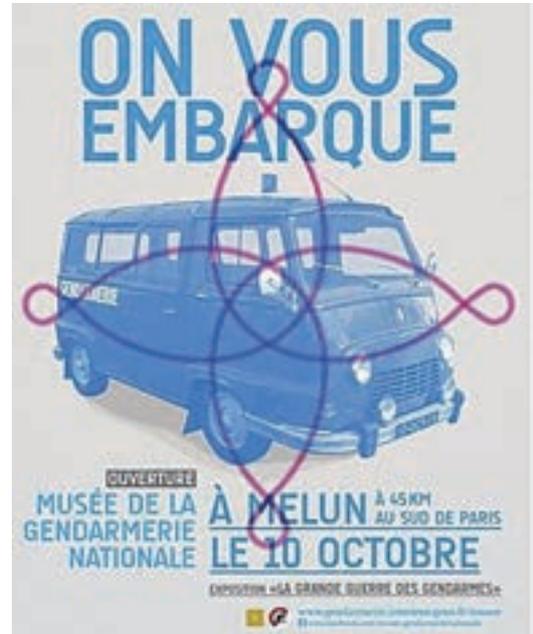


LE MUSÉE DE LA GENDARMERIE OUVRIRA LE 10 OCTOBRE À MELUN

C'est le 10 octobre que le musée de la Gendarmerie Nationale ouvrira ses portes au public à Melun. Situé dans l'enceinte de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN), il remplacera le petit musée ouvert en 1946 à la caserne Augereau et proposera 10 000 objets, dont les menottes et le revolver du lieutenant Fontan qui arrêta l'anarchiste Jules Bonnot en 1912. Il disposera également de 20 000 documents dont 10 000 photos, et d'un espace d'expositions temporaires de 200 m². Le site a été labellisé Musée de France en 2011 par le ministère de la Culture.

**Musée de la Gendarmerie Nationale,
Avenue du 13e Dragon, à Melun.
Tél. : 01 64 14 54. 64**

Source : www.leparisien.fr



Melun. Avec un brin d'humour, cette affiche vous convie à l'ouverture du musée le 10 octobre (Gendarmerie nationale.)

HISTOIRES D'UN GENDARME ORDINAIRE



Préface de Pierre BELLEMARE

Xavier Viallon est un gendarme ordinaire. Trente ans de carrière au gré des affectations, de brigades rurales en « opérations extérieures », du Berry à l'Afrique du Sud. Rien ne l'y prédestinait. Ce gamin de banlieue va revêtir l'uniforme sans jamais oublier ses origines et avec le souci permanent de la justice. Ces 40 histoires sont le fruit de son quotidien, fait de drames, de situations insolites, de rencontres qui alimentent aussi les colonnes « faits divers » des journaux. Xavier Viallon dévoile les coulisses, la chair et l'âme de ce métier, sans occulter la détresse des protagonistes, victimes, coupables, représentants

de l'ordre. Ces récits, parfois drôles, souvent touchants, révèlent toute l'humanité nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Ce deuxième livre de Xavier Viallon confirme la plume simple et efficace d'un gendarme ordinaire pas tout à fait comme les autres.

Né le 5 juin 1962 à Lyon, il a grandi à Rillieux-la-Pape où il a exercé le métier d'éducateur sportif. Il a effectué son service militaire en Gendarmerie et a décidé d'y faire carrière.

Affecté à la Brigade de Gendarmerie de l'Air de la Base Aérienne 702, il habite aujourd'hui Avord. Il est marié et père de quatre filles.

Source : www.la-bouinotte.org



AURAY.

GENDARME LE JOUR, BRUNO L'HER ÉCRIT LA NUIT

BRUNO L'HER

Le commandant de la brigade de gendarmerie d'Auray est un écrivain passionné. Il a déjà publié six romans... des polars, bien sûr.

Sur une plage du Morbihan, Mickaël disparaît le jour de ses 18 ans, lors d'une baignade nocturne. Le corps est retrouvé. Mais les enquêteurs écartent la thèse de la noyade. L'intrigue du nouveau roman, le sixième, publié par Bruno L'Her, *Les pleurs du mal*, démarre avec force.

Officier de police judiciaire, commandant de la brigade de gendarmerie d'Auray, Bruno L'Her s'y connaît en matière d'enquête. Il y a une douzaine d'années, pour occuper ses enfants un été, il écrit une histoire avec eux. Les enfants sont vite retournés à leurs jeux, mais depuis, Bruno L'Her ne s'est plus arrêté.

Il « vit avec ses personnages » la nuit, en écoutant la musique. Plusieurs de ses livres ont pour cadre le Golfe du Morbihan.

Source : www.ouest-france.fr



Les pleurs du mal

Tous nos enfants naissent beaux et angéliques. Des beaux petits anges qui en grandissant, le restent... Mais parfois, tout cela n'est qu'apparence. Certains d'entre eux finissent par révéler un visage hideux, une âme profondément monstrueuse et un esprit criminel... Dans cette nouvelle enquête, les gendarmes Garnero et Cavalli vont devoir se confronter à une terrible évidence : l'innocence peut devenir diabolique !

Available in Noirédition and Extrait



LIVRES

- LES CHEVAUX DE TROIE
- LE SANG DE LA VENGEANCE
- LA RÉSURRECTION DE L'ANGE
- MEURTRES POUR L'IMPUNITÉ
- UNE AMERTUME EMPOISONNÉE

A propos de l'auteur Bruno L'HER

Romancier et officier de Gendarmerie, Bruno L'Her partage son emploi du temps entre écriture et sécurité publique.

Né en 1965 à Quimper (Finistère Sud), j'ai rencontré l'écriture totalement par hasard à l'âge de 37 ans ! Il est vrai que j'ai toujours aimé écrire mais j'avais constamment en mémoire un commentaire d'un de mes professeurs de lycée : « Style trop lourd... Pas français ». C'est fou comme ce genre de jugement peut brimer quelqu'un puisque la reprise de confiance en mon écriture a duré... 21 ans ! Mais peut-être était-ce nécessaire à l'acquisition d'une certaine maturité de rédaction...



POURQUOI ADHÉRER ?

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes.

Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires.

Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien.

Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie - Rue du Puy du Goth - 23210 BENEVENT-L'ABBAYE - www.aamfg

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Parrainage : _____

Nom et prénom : _____

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Adresse : _____

Code postal et ville : _____

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

Téléphone : _____ Portable : _____

E-mail : _____

**AAMFG – Service des Adhésions
23210 BENEVENT-L'ABBAYE**

Cotisation annuelle : 15 € (1)

Don de soutien à l'association : (2)

(montant libre et facultatif)

Total du paiement (=1 + 2) : (3)

par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG